

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

De l'Administrateur Judiciaire
en cas d'acceptation bénéficiaire
d'une succession

THÈSE POUR LE DOCTORAT
par M. Louis-Maurice BERTRAND



PARIS
HENRI CHARLES-LAVAUZELLE
10, Rue Danton, Boulevard Saint-Germain, 118

(MÊME MAISON A LIMOGES)

1920

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

De l'Administrateur Judiciaire
en cas d'acceptation bénéficiaire
d'une succession

THÈSE POUR LE DOCTORAT
par M. Louis-Maurice BERTRAND



PARIS

HENRI CHARLES-LAVAUZELLE

10, Rue Danton, Boulevard Saint-Germain, 118

(MÊME MAISON A LIMOGES)

FACULTE DE DROIT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

**L'acte public sera soutenu le jeudi 10 novembre 1910
à trois heures**

par M. Louis-Maurice BERTRAND

PRÉSIDENT : M. ALBERT WAHL, professeur de Droit civil.

**SUFFRAGANTS { MM. MASSIGLI, professeur.
PIEDELIEVRE, professeur.**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

PIERRE-MAURICE BERTRAND

Président de Chambre honoraire, Chevalier de la Légion d'honneur.

Décédé à Limoges, le 19 mai 1902, à l'âge de 47 ans.

CHAPITRE PREMIER

Liquidation de la succession par l'héritier bénéficiaire. Ses inconvénients.

Le règlement du passif d'une personne donne très souvent lieu à des difficultés, en raison des contestations qui peuvent surgir sur la nature de la dette, sa quotité, son exigibilité, sur le rang à observer pour la distribution des biens du débiteur entre les divers ayants droit.

Mais, après le décès, le règlement du passif laissé par le défunt deviendra encore plus délicat. Lorsque les héritiers laissés par le défunt sont nombreux, il s'agit de savoir à concurrence de quelle somme chacun pourra être poursuivi par les créanciers. Même au cas où la transmission s'opère à un héritier unique, les difficultés sont atténuées, mais non effacées. En effet, si le patrimoine est resté immuable, son titulaire est changé ; dès lors se pose une première question, objet d'une controverse plusieurs fois séculaire : l'héritier va-t-il être astreint au paiement du passif avec la même rigueur que si l'auteur responsable des dettes était encore vivant ? Ou, au contraire, la mort de celui qui a contracté n'aurait-elle pas pour conséquence de restreindre le gage de ses créanciers aux biens qu'il a laissés ? La mort n'a-t-elle pas eu pour résultat de fixer irrévocablement la composition de l'actif sur lequel ils pouvaient compter ? En d'autres termes, le successible sera-t-il tenu *ultra vires* ou seulement *intra vires* ? D'autre part, la mort du débiteur est le plus souvent le signal d'un mouvement général

de tous ses créanciers, qui luttent de vitesse entre eux pour mettre la main sur l'actif saisissable. Dès lors, on doit se demander si la disparition du débiteur ne va pas entraîner pour conséquence une liquidation collective des biens qu'il laisse, en vue de désintéresser, d'une manière plus conforme à l'équité, ceux qui élèvent une prétention sur le patrimoine du défunt.

La situation n'est-elle pas analogue à celle qui se produit lorsque la marche d'une maison de commerce est arrêtée par une faillite ? Or, dans ce cas, le législateur, soucieux de sauvegarder les intérêts de tous ceux qui se trouvent être en rapport d'affaires avec le défunt, édicte des règles qui sont l'expression d'une égalité proportionnelle imposée à tous les créanciers que vient d'atteindre un malheur commun. (Voir sur tous ces points : PERCEROU, « La liquidation du passif héréditaire en droit français », *Revue trimestrielle de droit civil*, 1905, p. 585 et suiv. 811 et suiv ; DUPIN, « De la faillite civile », thèse Grenoble 1900.)

A ces deux questions, notre Code civil répond de la manière suivante :

1° Fidèle à la conception romaine de la continuation de la personne du défunt par son successible, le législateur français admet non seulement le maintien, sur la tête de l'héritier, des obligations contractées par son auteur, mais même la responsabilité indéfinie du successible. Celui-ci est censé devenir débiteur personnel de toutes les obligations grevant la succession qui lui est transmise. Il en répond comme d'une dette contractée par lui-même, autant sur sa fortune propre que sur les biens provenant de la dévolution héréditaire. Tel est le principe posé et développé par une jurisprudence qui va sans cesse s'affirmant et qui tend de plus en plus à imposer une responsabilité indéfinie à toutes les catégories de successeurs, sans

distinguer entre ceux qui sont investis de la saisine et les successeurs irréguliers, et qui oblige même le légataire universel, en l'absence d'héritiers à réserve, à supportèr *ultra vires* le poids des dettes de celui qui lui a légué son patrimoine (Cass., 17 mai 1862 ; S. 62, I, 570 ; 13 août 1851 ; S. 52, I, 657 ; D. 51, I, 281. Cass. 1^{er} août 1904 ; D. 04, I, 513). Cette obligation indéfinie n'est d'ailleurs nullement limitée aux obligations qui résultent d'un contrat ; elle s'étend même aux dettes délictuelles.

Quels arguments la jurisprudence donne-t-elle pour justifier une pareille thèse ? Elle s'appuie d'abord sur la tradition ; elle présente cette conception comme remontant à la plus haute antiquité. La co-propriété familiale, universellement admise dans les sociétés primitives, produisait pour l'héritier cette conséquence qu'il était obligé, comme l'avait été le défunt aux engagements assumés par lui, c'est-à-dire indéfiniment ; le chef de famille était, par rapport aux biens appartenant au groupe de parents, plutôt un administrateur qu'un véritable propriétaire ; c'était en vertu d'une sorte de mandat conféré, par l'ensemble de la famille, à tous ceux qui seraient successivement placés à sa tête, que ces fonctions d'administrateur se transmettaient à celui qui prenait la direction du groupe. Rien de plus naturel, dès lors, que le nouveau mandataire de la famille, devenu le sujet passif de toutes les dettes du défunt, en fût tenu aussi étroitement que ce dernier ; il en répondait pour le tout et sur tous ses biens.

Cette tradition, passée dans l'ancien droit français, où elle s'accorda avec les idées des anciens Germains sur la co-propriété familiale, a été, dit-on, conservée avec raison par le Code civil. Elle serait commandée par la solidarité des parents : l'héritier, pour

maintenir sauf l'honneur de la famille, doit garantir le paiement de toutes les obligations contractées par le défunt ; il y aurait déshonneur pour la famille tout entière, si une partie du passif restait impayée. En acceptant la succession, l'héritier s'est solidarisé avec son auteur, et il s'est porté le répondant de la signature donnée par celui-ci.

Conforme à la notion même du devoir, cette tradition, ajoute-t-on, n'est pas moins en rapport avec l'intérêt du crédit. Rien n'est plus avantageux pour les créanciers héréditaires, que d'obtenir, par suite de la mort de leur débiteur, un supplément de gage qui leur permet de poursuivre un héritier sur ses biens personnels, et même au delà de ce qu'il a recueilli dans la succession. (Cf. sur tous ces points CAZELLES : *De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles*, thèse, Paris, 1905 ; PERCEROU, article précité.)

Cependant, une conception aussi rigoureuse pour les héritiers n'a pas été acceptée sans atténuation. Cette obligation indéfinie aux dettes a paru si lourde que toutes les législations, se rattachant au principe de la continuation de la personne, ont estimé qu'il était nécessaire d'y apporter des restrictions.

Le droit romain imagina ainsi successivement : la *separatio bonorum* qui permettait à l'esclave héritier nécessaire, moyennant une demande adressée au prêteur, de se soustraire au paiement indéfini des dettes de la succession, et d'en exonérer ses biens personnels ; le *jus abstinendi*, par lequel les héritiers siens étaient dispensés de payer, *ultra vires*, les dettes du défunt, sans que la formalité d'une demande leur fût imposée ; enfin le bénéfice d'inventaire, accordé par Justinien en 531, et grâce auquel tout successible acceptant l'hérédité peut limiter sa responsabilité à

l'actif qu'il recueille, sous la double condition : a) d'établir un inventaire sincère des biens successoraux, en présence d'un *tabularius* et de deux témoins ; b) de renoncer au *spatium deliberandi* qui, d'après Justinien, fait double emploi avec la réforme dont il est l'auteur (GIRARD, *Manuel de droit romain*, IV^e édition, 1906, p. 889).

Cette institution du bénéfice d'inventaire s'est transmise jusqu'à nous, mais avec une divergence dans la manière dont elle a été comprise et organisée : à l'époque de Justinien, l'héritier bénéficiaire demeure tenu *pro viribus*, c'est-à-dire que les créanciers héréditaires peuvent saisir immédiatement les biens personnels de l'héritier, comme ceux de son auteur, jusqu'à concurrence de la valeur de ces derniers. Toute différente est la conception du bénéfice d'inventaire en droit français : le législateur a posé le principe d'une obligation *cum viribus*, c'est-à-dire que l'héritier est assuré aujourd'hui de n'être poursuivi que dans la limite des biens héréditaires et exclusivement sur ces biens : sa fortune propre échappe désormais à toute recherche exercée par les créanciers du défunt. (Voir, pour la conception du bénéfice d'inventaire d'après Justinien, *Institutes*, livre II, titre 19, et *Code*, « De jure deliberandi », livre VI, titre 30, loi 22, § 4.)

2° En ce qui concerne le mode de liquidation du passif grevant la succession, l'organisation française du bénéfice d'inventaire ne paraît pas conforme aux règles commandées par la stricte justice. Elle est entachée d'un vice radical : toute procédure de liquidation collective en est exclue.

C'est là une conséquence de la conception traditionnelle, d'après laquelle l'héritier continue la personne du défunt (PERCEROU, article cité, p. 583). A la différence de la faillite, où les créanciers trouvent en face

d'eux une masse de biens dont la consistance est irrévocablement fixée, la transmission successorale implique représentation complète d'une personne par une autre. Les patrimoines se sont fondus ensemble, la personne du débiteur est censée demeurée la même, l'héritier considéré comme ayant personnellement traité avec les tiers. Du moment que la dette du défunt est aussi celle de l'héritier, le patrimoine sujet à l'action des créanciers est traité comme celui d'une personne vivante. Il y a unité, au point de vue juridique, entre l'héritier et son auteur ; aucun motif n'apparaît donc de soustraire la réalisation de ce patrimoine par les créanciers aux règles caractéristiques de la déconfiture. Or, si le défunt n'appartenait pas à la classe des commerçants, le régime de la faillite était sans application à son égard ; le passif va donc être acquitté par le successeur, de la même façon qu'il l'aurait été par le défunt.

Celui-ci n'était nullement assujéti à un régime de règlement collectif et proportionnel aux droits de chaque créancier. Il était placé en cas d'insolvabilité sous l'empire de la déconfiture, organisation dans laquelle les plus diligents des créanciers sont les mieux assurés de recevoir complète satisfaction, les paiements étant effectués dans l'ordre où se présentent les réclamations ; par suite, chaque créancier garde, même au cas de l'acceptation bénéficiaire de la succession de son débiteur, le droit intégral de saisie personnelle.

Ainsi sont introduites l'inégalité et l'injustice dans une institution où il aurait été cependant bien facile de respecter les droits de chacun. Les biens laissés par le débiteur ne sont pas gouvernés par la loi du concours ; l'individualisme des poursuites continue d'être la règle, comme au temps où le débiteur vivait, et le créancier le plus ardent à faire valoir ses droits

aura l'avantage d'être payé au détriment des autres. C'est là une infériorité capitale du bénéfice d'inventaire par rapport à la faillite : « Ce bénéfice d'inventaire est la négation de l'article 2093, puisqu'il fait du paiement le prix de la course. » (DUPIN, p. 93.) La cause de cette infériorité provient de ce que le législateur civil demeure indifférent au sort des créanciers d'une succession qui est l'objet d'une acceptation bénéficiaire. En principe, et sauf le cas d'une opposition, celui qui se présente le premier est payé comme s'il était le seul. La préoccupation constante du droit commercial est, au contraire, d'affirmer le principe d'une juste répartition et de maintenir l'égalité proportionnelle entre tous ceux qui se prétendent investis d'un droit sur le patrimoine du failli. Le droit commercial se montre donc bien plus soucieux de la protection des intérêts de chacun. La personnalité du débiteur disparaît derrière celle d'un syndic qui est chargé de distribuer entre les divers ayants droit les biens composant l'actif de la masse au prorata des droits de chacun. Il est évident qu'avec une semblable réglementation les droits de tous sont également sauvegardés et la plus stricte équité préside au règlement du passif. Au contraire, la procédure de liquidation, dans la succession bénéficiaire, se caractérise par l'absence totale de mesures d'ensemble destinées à garantir aux créanciers du défunt que chacun recevra une quotité des biens laissés par ce dernier ; l'article 808, alinéa 2, déclare, en effet, qu'en l'absence d'opposition, l'héritier paie les créanciers et les légataires au fur et à mesure qu'ils se présentent : « C'est le triomphe de la vigilance, c'est aussi l'inégalité entre créanciers, élevée à la hauteur d'un principe de droit. Qu'une succession soit acceptée sous bénéfice d'inventaire, et le jour même l'héritier peut désin-

téresser tel ou tel créancier ; il peut se payer lui-même, s'il y a lieu. Ces paiements, faits à une époque où l'acceptation bénéficiaire n'est pas encore connue des tiers, sont parfaitement valables. » (DUPIN, thèse, p. 191.)

Au cas même où des oppositions viendraient à être pratiquées, la liquidation de la succession bénéficiaire n'en présente pas moins ce vice fondamental que l'héritier échappe à toute responsabilité en se bornant à respecter les oppositions et à désintéresser les créanciers qui les ont formées ; il n'a point à se préoccuper de ceux qui se présenteront ensuite : la jurisprudence et la majorité des auteurs s'accordent en effet à décider que les créanciers retardataires ne possèdent plus de recours que contre les légataires. « Une action leur est ouverte dans ce but pendant trois ans, à compter de l'apurement du compte et du paiement du reliquat (art. 809) » ; mais il leur est interdit d'agir en contribution, et de forcer les créanciers, qui ont été antérieurement désintéressés, à leur verser une fraction des sommes qu'ils ont touchées ; la loi civile considère que ceux-ci, s'étant bornés à recevoir leur dû, n'ont point été l'objet d'une faveur particulière. (BAUDRY et WAHL, *Traité des successions*, 2^e édition, tome II, n^o 1451) ; AUBRY et RAU, *Cours de droit civil*, IV^e édition, tome VI, § 618, texte et note 62 ; Cass., 4 avril 1832, S. 32, I, 309 ; Montpellier, 14 mars 1850, D. P. 54, 5, 727 ; Rouen, 17 décembre 1877, D. P. 78, II, 47.)

Une législation qui aboutit à de pareilles conséquences mérite-t-elle encore d'être conservée ? Elle ne saurait être défendue que par ceux qui poussent l'individualisme au delà des limites permises. « Si la loi, écrit M. de Vareilles-Sommières, se mêlait de protéger les individus contre les mille dangers qui

menacent leur fortune, que deviendrait l'initiative individuelle ? Que le créancier qui a obtenu jugement surveille son débiteur, qu'il agisse franchement, s'il découvre de la mauvaise foi chez lui... Son activité personnelle, voilà une sauvegarde qui me semble tout à fait suffisante. » (*L'hypothèque judiciaire*, 1873, conclusion.)

Dans cette opinion, on serait amené à penser que l'opposition est un excellent moyen accordé à tous pour sauvegarder leurs intérêts ; la condition de ceux qui ne prennent aucune mesure pour se protéger doit demeurer indifférente au législateur, *jura vigilantibus prosunt*. Mais, raisonner ainsi, c'est, en réalité, légitimer, au nom de l'individualisme, des solutions qui ne s'inspirent que d'un étroit égoïsme : assurément, lorsque rien n'est changé dans le patrimoine du débiteur, et que celui-ci continue à le gérer dans les conditions où il était placé quand il a traité avec les créanciers, on ne saurait trouver blâmable que l'initiative individuelle de chacun des ayants droit s'exerce en toute liberté. Mais il ne faut pas oublier que la situation est profondément changée lorsque le décès du débiteur survient, suivi de l'acceptation bénéficiaire de sa succession. Comme aucun régime de publicité n'est institué en vue de porter l'acceptation bénéficiaire à la connaissance des tiers, les créanciers sont loin d'être tous mis dans une situation égale. Ceux qui sont sur place agiront promptement, parce qu'ils redouteront d'éprouver un préjudice ; ils formuleront des réclamations spontanées qui auront peut-être pour résultat de leur procurer un paiement intégral. Quant aux autres, s'ils sont informés trop tard, ils ne pourront faire valoir utilement leurs droits. Dès lors, n'y a-t-il pas une iniquité flagrante à imposer aux créanciers éloignés les consé-

quences d'un régime qu'ils ont ignoré et qu'ils ne pouvaient pas connaître, car on ne saurait considérer la déclaration passée au greffe par l'héritier comme étant de nature à renseigner suffisamment le public.

En présence d'inconvénients si nombreux, il n'y a pas lieu de s'étonner que différentes mesures aient été proposées, en vue d'améliorer l'organisation du bénéfice d'inventaire. C'est ainsi qu'on a proposé d'instituer, à partir de la déclaration au greffe, un certain délai pendant lequel les créanciers et légataires devraient se révéler à l'héritier, qui ne devrait consentir aucun paiement avant l'expiration du délai (DUPIN, p. 93). On a pensé non moins justement qu'il serait opportun d'entourer l'acceptation bénéficiaire d'une publicité efficace, et, à l'imitation du Code italien (art. 2058), d'ordonner la transcription de cette acceptation au bureau des hypothèques du lieu où la succession s'est ouverte, et ce, dans un délai à fixer, avec des insertions dans les journaux d'annonces judiciaires (BEAUDOIN, *Questionnaire pour servir de base aux travaux de la quatrième sous-commission de la révision du Code civil*, [*Bulletin de la Société d'études législatives*; 1907, p. 101].)

Mais ces réformes, d'ailleurs fort bien inspirées, seraient encore trop timides. Ce qui s'impose à un législateur désireux de se conformer à l'équité, pour le règlement du passif d'une succession, dont l'insolvabilité paraît attestée par l'acceptation bénéficiaire, c'est l'adoption, en droit civil, d'un régime analogue à celui de la faillite, comportant la suppression de l'action individuelle des créanciers avec tous les inconvénients qui lui sont inhérents. Tant que le législateur n'aura pas prescrit la concentration des poursuites entre les mains d'un liquidateur unique, l'inégalité régnera entre les créanciers héréditaires. On

sait avec quelle âpreté ceux-ci s'empressent d'accaparer l'actif saisissable de leur débiteur, dès qu'ils apprennent sa mort et le soupçon d'insolvabilité qui plane sur sa mémoire. La rivalité qui se manifeste entre eux à cette occasion est fréquemment la source de procès nombreux, dont les frais diminuent sensiblement le montant de l'actif et qui exposent souvent ceux qui les ont intentés à de graves mécomptes. Pour éviter ces inconvénients, pour empêcher qu'une prime soit accordée aux plus habiles ou aux plus âpres, il convient que l'intérêt particulier s'efface devant l'intérêt général, qu'une association soit imposée aux créanciers pour liquider leur gage. Ce sont ces considérations qui ont porté les praticiens, soucieux de remédier à l'incohérence des poursuites individuelles, à imaginer le procédé du règlement de la succession bénéficiaire par un administrateur judiciaire, qui sera chargé des intérêts collectifs des créanciers, et qui devra chercher, d'une part, à diminuer la perte de tous, d'autre part, à obliger chacun à contribuer à la perte commune, présumée certaine. Grâce à ce procédé, on aboutira plus vite et plus équitablement à la liquidation du passif que si l'héritier s'en était chargé lui-même.

La liquidation de la succession bénéficiaire par un administrateur, avantageuse pour les créanciers, puisqu'elle satisfait aux intérêts de la collectivité et ne néglige les droits de personne, est en même temps favorable à l'héritier bénéficiaire lui-même. En effet, si l'héritier reste à la tête du patrimoine héréditaire, il n'en est pas cependant le maître absolu ; de graves restrictions sont apportées à son droit de propriété. Sa qualité d'héritier bénéficiaire lui impose, dans sa gestion, l'observation d'un certain nombre de règles spéciales dont il ne saurait se départir sans perdre les

avantages de sa situation. D'abord il doit compte des valeurs héréditaires aux créanciers (art. 802 et 803). D'autre part, il est responsable vis-à-vis d'eux de ses fautes graves (art. 804), par exemple des détériorations et dépréciations causées aux biens par sa négligence. Toutefois (art. 805), étant continuateur du défunt et, par suite, propriétaire lui-même des biens, il n'est pas assimilable, quant à sa responsabilité, à un simple mandataire. Il n'est donc tenu que de ses fautes lourdes. Mais des garanties, et notamment une caution, peuvent lui être demandées (art. 807). Libre d'accomplir les actes d'administration, il ne possède plus une maîtrise complète des biens héréditaires, et il est astreint à certaines formalités en ce qui concerne les actes de disposition (art. 805, Code civil pour les ventes de meubles incorporels, 989 Code proc. civ. pour les aliénations de certains meubles corporels, 804 Code civil pour les immeubles). D'autre part, les auteurs décident généralement que, pour transiger ou pour compromettre, l'héritier bénéficiaire doit se munir d'une autorisation de la justice (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1357 et 1359 ; *Contra*, Paris, 30 juillet 1850, D. P. 51, II, 116).

Il résulte de cet aperçu que la liquidation constitue une charge fort lourde pour l'héritier bénéficiaire. Elle exige de lui une grande expérience pratique ; elle lui impose une attention soutenue, une exactitude scrupuleuse, l'observation de formalités souvent compliquées. L'héritier, placé ainsi sous le coup d'une responsabilité continue, est exposé à encourir la déchéance de son bénéfice par un acte imprudent, par la simple inobservation d'une formalité légale. Une erreur involontaire peut avoir pour conséquence de reporter sur sa fortune personnelle tout le poids des dettes contractées par le défunt. On objectera,

sans doute, que la succession bénéficiaire n'est pas forcément une succession insolvable, et que l'héritier sera toujours stimulé par l'espoir de s'enrichir de l'excédent de l'actif sur le passif. En réalité, cet espoir sera le plus souvent déçu : normalement, le soupçon d'insolvabilité qui plane sur le patrimoine du défunt ne tardera pas à se préciser, alors que les créanciers héréditaires se révéleront et que les réclamations se multiplieront.

Alors même que, par suite d'heureuses circonstances, les prévisions pessimistes de l'héritier seraient démenties par les faits, l'actif successoral étant finalement supérieur au passif, l'établissement d'un régime de liquidation collective, par les soins d'un administrateur *ad hoc*, présenterait toujours l'avantage d'aboutir plus rapidement au règlement du passif héréditaire, et l'héritier trouverait son compte à une organisation de ce genre ; il serait ainsi plus vite déchargé d'une administration qui met en jeu sa responsabilité, qui ajourne à une date plus ou moins lointaine l'époque où il pourra enfin disposer en maître incontesté des biens laissés par le défunt.

Si le régime de la liquidation, confiée aux soins de l'héritier bénéficiaire lui-même, lui est nécessairement préjudiciable, il n'est pas moins funeste, nous l'avons vu, aux intérêts des créanciers. Parmi ceux-ci, il en est une catégorie, celle des créanciers hypothécaires, que l'organisation actuelle du bénéfice d'inventaire ne saurait atteindre : leur hypothèque leur confère le double avantage du droit de préférence et du droit de suite ; dès lors, la sûreté qu'ils ont obtenue sauvegarde leurs droits de la manière la plus efficace. Mais la condition des créanciers chirographaires est bien moins favorable ; ils sont payés (art. 808) dans l'ordre où ils se présentent ; l'avantage appartient à

ceux qui, les premiers, auront fait valoir leurs droits; les autres sont exposés à être frustrés, sans autre motif que leur négligence ou leur ignorance de la situation ; le plus souvent le retard apporté par eux à l'exercice de leurs droits proviendra de leur ignorance, puisque la législation française n'indique aucun moyen d'organiser une publicité destinée à renseigner les intéressés.

Avec l'intervention d'un administrateur judiciaire, le régime de la liquidation bénéficiaire reçoit au contraire une amélioration immédiate, et les intérêts des créanciers, comme ceux de l'héritier, se trouvent plus efficacement sauvegardés. L'administrateur se préoccupera, en effet, d'établir une procédure d'exécution collective, qui aura pour but de maintenir strictement l'égalité des droits de tous. Et, en même temps, l'apurement du passif sera opéré plus rapidement, de sorte que l'excédent d'actif, s'il y en a, sera remis plus vite entre les mains de l'héritier. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que l'administration collective par un administrateur judiciaire ne présente que des avantages, sans nuire à personne ; on s'explique, dès lors, que la pratique, devançant ici les progrès de la législation, ait comblé les lacunes du Code et cherché à remédier aux injustices de ses dispositions.

La désignation d'un administrateur chargé de la liquidation collective de la succession sera faite, soit par les créanciers eux-mêmes, soit, s'ils ne s'entendent pas, par la justice.

Que les créanciers aient le pouvoir de procéder à cette nomination, cela n'a rien d'étonnant; ils agissent, en définitive, dans leur intérêt, et ceux qui craignent d'être menacés dans leurs droits sont très légitimement fondés à user de ce moyen de défense.

Mais la justice elle-même procédera valablement à

la nomination d'un administrateur. Incontestablement, elle ne puise pas dans un texte précis la faculté de formuler ce choix; mais le législateur n'avait pas besoin de se prononcer à cet égard. La mission de la justice ne consiste pas seulement, en effet, dans la répression des délits ou le jugement des instances; elle doit intervenir toutes les fois qu'il s'agit de protéger les intérêts de personnes que des circonstances imprévues mettent dans l'impossibilité de se défendre elles-mêmes. Dans la situation économique actuelle, la rapidité du règlement des affaires est une condition essentielle de prospérité pour l'individu, et, par suite, pour la nation elle-même. La justice accomplit donc une œuvre sociale, en investissant du mandat d'administration judiciaire la personne qui se chargera de liquider la succession bénéficiaire et de pourvoir aux intérêts qui sont engagés dans cette liquidation. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que l'héritier bénéficiaire n'aura souvent aucune expérience des affaires; ou bien il sera, par sa profession, obligé de consacrer tous ses moments à des préoccupations absorbantes qui ne lui laisseront aucun loisir en vue de mener à bien le règlement du passif. Pour cette raison aussi, la justice doit intervenir pour remplacer l'héritier, quand celui-ci est incapable d'administrer lui-même, ou simplement lorsqu'il y a intérêt à ce qu'un mandataire actif et expérimenté vienne remplacer une personne dépourvue des connaissances voulues pour entreprendre la liquidation.

Mais, quand il s'agit d'analyser les principes qui président à l'organisation de cette administration judiciaire des successions bénéficiaires, on est obligé de reconnaître qu'une pareille tâche est des plus difficiles. En l'absence de règles posées par le législateur, de vues d'ensemble indiquées par lui, on est

réduit à examiner les opinions formulées par les auteurs, éparpillées autour des difficultés qu'ils cherchent à résoudre. La jurisprudence, sans doute, a essayé de les trancher; mais ses décisions, surtout motivées en fait, ne laissent nullement apercevoir les traces d'une théorie d'ensemble, qu'il serait possible d'édifier, en suppléant au laconisme des arrêts, ou en rapprochant les hypothèses similaires. Mais, quel que soit le vague des décisions jurisprudentielles, il n'en résulte pas moins que la nomination de cet administrateur est d'une pratique courante, et qu'en attendant une réforme législative, elle constitue, au profit des créanciers de la succession bénéficiaire, un progrès notable. D'autre part, si la justice n'intervient dans la nomination de l'administrateur judiciaire qu'au cas de désaccord entre les intéressés, elle aura, par contre, à contrôler constamment sa gestion et à le remplacer toutes les fois qu'une opposition d'intérêts surgira entre lui et le patrimoine dont il a pris la direction.

Ces observations générales présentées, nous étudierons successivement, dans autant de chapitres :

1° Les cas dans lesquels il y a lieu à la nomination d'un administrateur judiciaire de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire;

2° La procédure relative à la désignation de cet administrateur;

3° Les effets de la nomination de l'administrateur judiciaire;

4° Comment finit sa mission.

Après quoi, nous comparerons brièvement la situation de l'administrateur judiciaire avec celle de l'héritier bénéficiaire et avec la situation de l'administrateur provisoire désigné en cas de difficulté entre les héritiers ou avant l'acceptation;

5° Enfin, nous rechercherons comment la liquidation de la succession bénéficiaire est organisée, notamment au point de vue de la situation qui nous occupe dans les législations étrangères les plus récentes : Code civil italien, Code civil allemand, Code civil suisse.

Toutefois, avant d'entrer dans l'objet même de notre étude, il convient d'examiner si, en dehors de la nomination d'un administrateur, il n'existe pas d'autre moyen pour les créanciers de procéder à la réalisation de leur gage d'une manière conforme à leurs intérêts. Il arrive fréquemment, en effet, que l'héritier bénéficiaire, soucieux de s'exonérer de toute responsabilité et d'éviter les ennuis et la perte de temps que lui occasionnera une administration généralement sans résultat profitable pour lui, se déchargera sur les créanciers eux-mêmes du soin de mener à bonne fin le règlement du passif. C'est le régime de l'*abandon*. L'abandon est la faculté, pour l'héritier bénéficiaire, de se libérer envers les créanciers ou légataires, en leur transmettant la possession de tous les biens de la succession (art. 802). C'est une conséquence du principe que l'héritier est tenu uniquement *propter rem* (DEMOLOMBE, *Cours de droit civil*, tome XV, n° 205 ; BAUDRY et WAHL, n° 1477).

On sait que ce droit de faire abandon appartient à tous les héritiers bénéficiaires, au mineur comme aux autres, avec cette observation toutefois que le tuteur ne peut y procéder seul, sans l'autorisation du conseil de famille. (Mais l'homologation du tribunal n'est pas requise, car nous verrons que l'abandon ne correspond nullement à une aliénation des biens [DEMOLOMBE, tome XV, n° 209 ; BAUDRY et WAHL, n° 1478].)

L'abandon est consenti aux créanciers et légataires

par une notification individuelle à chacun d'eux. Aucune autre formalité ne semble prescrite par la loi; cependant, à Paris, l'usage d'une déclaration au greffe s'est établi (BAUDRY et WAHL, n° 1480).

Voici la statistique des déclarations d'abandon faites au greffe du tribunal civil de la Seine pendant ces dix dernières années :

1910 (9 mois).	2
1909.	4
1908	0
1907.	2
1906.	0
1905.	2
1904	3
1903.	1
1902	2
1901	2
1900	1
TOTAL.	19

soit une moyenne inférieure à deux par an.

Comme l'héritier a exercé l'administration des biens depuis le décès, il doit joindre à la déclaration d'abandon un compte détaillé de sa gestion. L'abandon d'ailleurs n'est pas consenti nécessairement à tous les créanciers et légataires. Il peut très bien être pratiqué au profit de quelques-uns d'entre eux seulement ; dans ces conditions, l'abandon n'est valable qu'entre les parties qui l'ont conclu. Vis-à-vis des autres intéressés, l'héritier demeure soumis à toutes ses obligations ; mais, comme il ne s'agit pas d'un acte de disposition dépassant la limite des droits de l'héritier, celui-ci n'est pas déchu du bénéfice d'inventaire, à raison de l'abandon partiel consenti seulement au pro-

fit de certains créanciers successoraux (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1483 et 1484).

Qu'il ait lieu en faveur de tous les créanciers ou au profit de quelques-uns d'entre eux, l'abandon doit nécessairement s'appliquer à tous les biens de la succession, c'est-à-dire à tous ceux qui figuraient dans le patrimoine du défunt au moment de son décès ; mais il ne saurait comprendre ceux qui en étaient sortis définitivement, par suite de donations entre vifs consenties par le défunt. Ces biens-là, rentrent, sans doute, dans la masse à certains points de vue, notamment pour l'exercice du rapport et de la réduction (art. 857 et 921) ; mais les créanciers ne sont pas admis à faire valoir leurs droits sur ces biens, puisque la propriété ne reposait plus sur la tête du disposant (DEMOLOMBE, tome XV, n^o 211 ; BAUDRY et WAHL, n^{os} 1485 et 1486.)

La loi, qui est presque muette sur cet abandon, n'indique pas sa nature juridique, mais tout le monde est à peu près fixé sur ce point que l'abandon ne correspond nullement à une abdication de la propriété par l'héritier au profit des créanciers et des légataires. Ce n'est pas une renonciation, car, l'héritier ayant déjà accepté, l'irrévocabilité du parti qu'il a pris met obstacle désormais à une renonciation. Comme le remarquait déjà POTHIER, « cet abandon, que fait l'héritier bénéficiaire, est improprement appelé renonciation à succession, car il n'a d'autre effet que de le décharger envers les créanciers ». (*Traité des successions*, chap. II, section III, art. 3, § 8.)

L'abandon, ne pouvant être assimilé à une renonciation, ne constitue pas une dation en paiement ; c'est simplement un acte d'administration. Par là, l'héritier se borne à reporter sur autrui les soins de la gestion, et il se dégage d'une administration sans intérêt marqué pour lui ; mais l'auteur de l'abandon

conserve sa qualité de successible avec toutes ses conséquences ; d'où il résulte que si, après désintéressement des créanciers, il subsiste un reliquat, ce reliquat ne reviendra pas, comme en cas de renonciation, aux héritiers du degré subséquent, il ira à l'héritier bénéficiaire.

En outre, celui-ci demeure débiteur des droits de mutation par décès et éventuellement, des rapports ; puis aucun obstacle n'empêche l'héritier bénéficiaire de rétracter l'abandon et de reprendre la possession des biens qu'il avait abandonnés aux héritiers et légataires (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1487 et suiv.). Enfin, comme la succession n'est pas dépourvue de titulaire, l'abandon ne saurait être considéré comme suffisant pour donner lieu à la nomination d'un curateur à succession vacante ; la succession n'est pas vacante, tant que les héritiers connus n'ont pas renoncé (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1491 et 1493).

L'abandon, qui constitue pour l'héritier un moyen de se désintéresser de la liquidation, représente-t-il, pour les créanciers, un procédé vraiment efficace pour arriver au recouvrement de ce qui leur est dû ? Il est permis d'en douter, car les créanciers vont se trouver désormais aux prises avec les ennuis d'une liquidation délicate, fréquemment compliquée par les conflits auxquels donnera lieu la concurrence de leurs intérêts opposés.

La loi, sans doute, leur laisse latitude complète pour prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'administration ; mais, si, théoriquement, ils sont libres d'agir à leur guise, en fait, ils se trouveront en butte aux plus graves embarras, s'ils manquent des connaissances techniques suffisantes pour exploiter convenablement les biens, ou s'ils se trouvent en face de difficultés soulevées par l'âpreté ou la mau-

vaise foi de quelques-uns d'entre eux. En fait, la succession comprendra souvent des biens d'une gestion délicate (une usine, un fonds de commerce), exigeant une longue expérience ou une compétence particulière; dès lors, les raisons pour lesquelles l'héritier s'est déchargé de l'administration porteront généralement les créanciers et les légataires à procéder d'une manière analogue.

La cause des conflits les plus graves proviendra de ce qu'ils seront naturellement enclins à contester le bien-fondé ou le montant de leurs droits réciproques; ils se montreront surtout rebelles à la méthode de répartition proportionnelle; chacun, n'écoulant que ses intérêts, voudra assurer, avant tout, le paiement de ce qui lui est dû; pour tous ces motifs, le procédé de l'abandon ne saurait, en ce qui concerne les créanciers, présenter les avantages du mandat confié à un tiers administrateur.

Insuffisant pour protéger les droits des créanciers, l'abandon n'est pas plus efficace pour sauvegarder les intérêts de l'héritier. Une liberté trop grande est en effet laissée aux créanciers. N'agissant plus sous le contrôle du successible, ils se préoccupent peu d'obtenir les plus hauts prix des biens héréditaires, si l'acquéreur qu'ils trouvent leur offre une somme suffisante pour assurer leur désintéressement. On ne saurait objecter que l'observation des formalités, prescrites aux créanciers abandonataires comme à l'héritier lui-même (Bourges, 10 novembre 1891; D. P. 92, II, 416), constitue, pour ce dernier, une garantie efficace, car l'héritier ne conduit plus les opérations de liquidation, et, par sa connaissance personnelle soit de la valeur des biens, soit des personnes disposées à les acquérir, il aurait pu susciter des enchères plus élevées. Etranger à l'administration, l'héritier est

moins assuré que jamais de voir la liquidation dégager un excédent des valeurs successorales sur les dettes.

L'abandon, suivi de l'administration confiée aux créanciers et légataires, ne satisfait donc ni les intérêts de ces derniers, ni ceux de l'héritier ; il n'acquiert une véritable efficacité que s'il est suivi de la nomination d'un administrateur, qui sera désigné soit par les créanciers et les légataires d'accord entre eux, soit, si cet accord ne peut être réalisé, par la justice. Cet administrateur prendra les mesures nécessaires en vue de pourvoir à l'administration ; ce sera un des cas dans lesquels un mandataire remplacera l'héritier dans son œuvre de liquidation (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1494, 1495, 1497). Quel que soit son mode de nomination, l'administrateur, disposant d'aptitudes particulières et de certains loisirs, remplacera l'héritier bénéficiaire dans la mission que la loi assigne à ce dernier. On n'aperçoit en effet aucun motif de lui refuser le pouvoir de réaliser et de répartir les biens (LACOIN, *Des administrateurs commis par justice*, thèse, Paris, 1898, p. 225). Sous sa direction, une liquidation collective amiable mettra fin au désordre et à l'injustice des poursuites individuelles ; les créanciers en tireront un avantage puisqu'ils recueilleront, chacun en proportion de leurs droits, une quote-part de l'actif. L'héritier lui-même profitera de la situation, puisqu'une liquidation sagement conduite aura pour résultat nécessaire d'accroître le reliquat susceptible de lui revenir.

Toutefois, la situation de l'héritier bénéficiaire, en cas d'abandon, n'est pas aussi avantageuse qu'on pourrait le supposer ; car une jurisprudence constante décide, qu'en dépit du transfert de la possession des biens aux créanciers, les actions de ces derniers con-

tinuent d'être dirigées contre lui. Celui-ci ne cesse pas de figurer en nom dans toutes les instances engagées contre la succession. La jurisprudence justifie cette solution, en disant que l'héritier « ne cesse pas d'avoir intérêt à faire fixer le montant des créances et des legs après le paiement desquels ils continue d'être propriétaire ». (Cass. 1^{er} février 1830; DALLOZ, Rép., *verbo* ; Enreg^t, n° 4020 ; Paris, 25 juin 1838 ; *idem* : Successions, n° 774). Donc, pour établir la quotité du droit d'un créancier poursuivant, le débat devra être engagé avec l'héritier lui-même, car celui-ci conserve la qualité de continuateur de la personne du défunt et de propriétaire des biens. C'est donc à lui seul qu'il appartient de contredire toute prétention élevée sur la succession (voir BAUDRY et WAHL, n° 1499 ; ces auteurs formulent toutefois quelques objections et n'admettent pas sans réserves cette solution).

L'abandon ne constitue donc pas une situation juridique bien nette, dans laquelle l'héritier soit complètement dégagé des ennuis de la liquidation. D'autre part, il ne procure pas aux créanciers l'avantage d'organiser immédiatement une répartition proportionnelle de l'actif entre les divers ayants droit ; pour toutes ces raisons, l'abandon apparaît comme manifestement inférieur au régime de la liquidation par les soins d'un mandataire.

CHAPITRE II

Des cas dans lesquels il y a lieu à la nomination d'un administrateur judiciaire de la succession bénéficiaire.

HISTORIQUE

On trouve des traces de cette pratique dans l'ancien droit. Un règlement de 1678 permettait aux juges de nommer, à la requête de trois créanciers, un séquestre ou curateur, si l'héritier, par sa négligence, compromettait les droits des créanciers (BAUDRY et WAHL, n° 1502), s'il y avait, de sa part, pour employer les termes mêmes du règlement, « fuite ou tergiversation ».

Une ordonnance d'avril 1667, titre XIX, article 2, s'exprimait ainsi : « Les séquestres pourront être ordonnés tant sur la demande des parties que d'office, en cas que les juges estiment qu'il y ait nécessité de le faire. »

L'ordonnance ne limitait en rien le pouvoir des juges en cette matière, et l'un des exemples que Pothier donne, l'hypothèse du séquestre des effets d'une succession, montre que le séquestre pouvait être ordonné dans notre ancien droit, bien qu'il n'y eût pas débat sur la propriété ou la possession de la chose, dont le séquestre va être demandé (GUILLOUARD, *Traité du dépôt*, 2^e édition, § 175).

Aujourd'hui, les hypothèses où il y a lieu à la nomination d'un administrateur judiciaire de la succession bénéficiaire sont assez nombreuses ; elles n'ont pas été déterminées par la loi ; il est facile cependant de

les grouper autour de deux idées principales : ou bien un accord intervient entre les créanciers et les légataires d'une part, et le ou les héritiers bénéficiaires d'autre part ; ou bien l'accord ne peut pas se produire entre les divers intéressés.

I. — *Accord entre l'héritier bénéficiaire
et les créanciers ou légataires.*

L'héritier bénéficiaire, bien que possédant la maîtrise complète de la succession, est astreint à des règles très strictes pour la liquidation de l'actif qu'il recueille ; il a reçu de la loi le pouvoir de procéder au règlement du passif. S'il déclare accepter cette mission, et qu'il s'en tire d'une manière satisfaisante pour les divers intéressés, il a la faculté de s'opposer à tout ce qui entraverait les opérations dont il a assumé la responsabilité, et il n'est pas possible de lui retirer les fonctions de liquidateur. Mais ce qui est un droit pour lui ne saurait dégénérer en contrainte ; il se peut que les avantages de la possession et de la jouissance des biens héréditaires ne compensent pas les inconvénients des démarches qu'entraîne l'administration ; d'autre part, la gestion qu'il entreprend l'expose à une responsabilité continuelle. L'inobservation des formalités prescrites par la loi a pour sanction, non pas la nullité, puisque l'héritier est en définitive propriétaire de la succession, mais la déchéance du bénéfice d'inventaire ; de sorte que l'héritier agit avec la crainte perpétuelle de se voir privé du tempérament que la loi apporte à la condition des héritiers purs et simples ; puis, si l'état des biens ne permet pas d'entrevoir un résultat avantageux pour le successeur, si les dettes apparaissent manifestement supérieures à l'actif, pourquoi le successible engagerait-il

son activité dans une série d'opérations longues et compliquées qui ne seront pour lui d'aucune utilité ?

Les créanciers et les légataires, de leur côté, accepteront volontiers la substitution qui leur est offerte par l'héritier ; ils savent très bien que, si celui-ci se décourage, ayant perdu tout espoir de bénéfice, la liquidation s'opérera dans de mauvaises conditions, et, en présence de l'indifférence du liquidateur, rien ne garantira que les diverses phases du règlement tournent à l'avantage des ayants droit. Il y a d'ailleurs toute une classe de créanciers dont l'intérêt est manifeste à la nomination d'un liquidateur ; ce sont les créanciers retardataires qui, par leur éloignement ou tout autre motif, n'ont pas été avertis à temps de l'ouverture de la succession. L'héritier serait à l'abri de toute réclamation de leur part s'il s'était libéré de l'actif entre les mains des premiers réclamants ; rien ne l'oblige à se préoccuper du sort de ceux qui viendront ensuite. L'administrateur tiendra, au contraire, à ce que le règlement s'opère entre tous les intéressés ; il s'efforcera de dégager sa responsabilité, en prouvant qu'il n'a rien négligé pour avertir tous ceux qui avaient des prétentions à élever sur les biens successoraux. On conçoit dès lors que l'accord intervienne facilement entre l'héritier d'une part, les créanciers et les légataires de l'autre, pour la désignation d'un administrateur, dont la compétence et l'honorabilité constitueront une garantie pour tous.

Ce mandataire administrera au lieu et place de l'héritier ; l'accord intervenu entre les divers intéressés délimitera ses pouvoirs et l'étendue de sa mission.

L'administrateur tiendra ses fonctions d'une convention passée entre l'héritier et les créanciers, dans les cas suivants :

1° Si l'héritier, ou l'un des héritiers, est tellement éloigné qu'il ne peut pas administrer facilement, de telle sorte qu'il propose aux créanciers de se décharger de ses fonctions en faveur d'un mandataire désigné d'un consentement unanime (Cour de Caen, 22 février 1879; *Gaz. Palais* 1879, I, 79; S. 90, II, 237; tribunal civil de la Seine, 16 mai 1882; *Gaz. Palais*, 82, II, 87). Mais l'existence de plusieurs héritiers bénéficiaires ne suffirait pas, si aucun conflit ne s'élève entre eux, pour qu'il y ait lieu à la nomination d'un mandataire (BAUDRY et WAHL, n° 1504, Lyon, 27 mars 1893; D. P. 94, II, 60).

2° La jurisprudence a même décidé que l'héritier bénéficiaire est fondé à invoquer les difficultés d'exploitation, auxquelles peuvent donner lieu certains biens compris dans la succession, pour provoquer, de sa propre initiative, la nomination d'un administrateur judiciaire (Angers, 16 novembre 1892; D. P. 94, II, 374). La nomination d'un mandataire serait ici valable par l'expression de la volonté unilatérale de l'héritier, car l'arrêt d'Angers ne paraît pas supposer la nécessité d'un accord entre celui-ci et les diverses personnes ayant qualité pour formuler des réclamations sur l'hérédité. Aussi cette solution est-elle, non sans raison, critiquée par les auteurs. En effet, l'administrateur, ayant essentiellement pour mission de conduire à bonne fin les opérations de liquidation, doit, de toute nécessité, connaître les créanciers entre lesquels il y aura lieu de répartir les deniers. Or, dans ce cas, comment parviendra-t-il à les connaître tous, puisqu'il n'a pas été désigné par eux et qu'aucune mesure de publicité n'est instituée en vue de faciliter aux intéressés les moyens de se révéler à lui (BAUDRY et WAHL, n° 1507)? Une semblable nomination ne saurait être maintenue que si l'absence de toute pro-

testation de la part des créanciers donne lieu de penser qu'ils ont ratifié le choix de l'administrateur.

II. — *Désaccord entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers et légataires.*

La nomination d'un administrateur judiciaire pourra-t-elle avoir lieu contrairement à la volonté des créanciers héréditaires ou de l'héritier bénéficiaire lui-même ?

A. — *Est-elle possible d'abord, malgré l'opposition témoignée par les créanciers ?*

Il ne semble pas douteux que, malgré la volonté contraire des créanciers ou des légataires, la désignation d'un administrateur par la justice serait valable. Leur résistance ne saurait entraver la gestion du liquidateur ou la paralyser. En effet, à quoi aboutirait cette opposition des intéressés, ou de certains d'entre eux ? Elle tendrait à assurer la prédominance de leurs intérêts personnels sur l'intérêt collectif de la masse, à gêner l'apurement du passif sur l'ensemble des biens par l'introduction d'instances séparées qui constitueraient autant d'obstacles rendant presque impraticable la mission du liquidateur judiciaire. Or, les créanciers ne sauraient invoquer contre le liquidateur des droits différents de ceux qui leur appartiendraient au regard de l'héritier lui-même. Vis-à-vis de ce dernier entreprenant personnellement la liquidation de la succession, ils ne seraient plus qualifiés pour exercer des poursuites individuelles, des saisies, par exemple, sur les biens successoraux (en ce sens LACON, thèse, p. 229). Ils n'auraient que la ressource de former opposition entre les mains de l'héritier

bénéficiaire ; car, du moment que celui-ci manifeste sa volonté de procéder à la liquidation, il doit pouvoir écarter tout obstacle à la tâche qu'il a entreprise. Si les créanciers avaient la faculté de saisir les immeubles avant que l'héritier puisse les vendre, de pratiquer des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs, avant qu'il ait le temps de recouvrer les créances, l'héritier bénéficiaire ne pourrait conduire sa liquidation à bonne fin ; les opérations qu'il tenterait se trouveraient à tout moment arrêtées (voir toutefois, BAUDRY et WAHL, n° 1224, qui n'acceptent pas cette solution).

Puisque les créanciers ne sauraient mettre obstacle aux opérations entreprises et conduites avec diligence par l'héritier bénéficiaire lui-même, ils ne seraient pas davantage fondés à s'opposer à l'exécution de la tâche confiée à l'administrateur. Ils ne possèdent pas vis-à-vis de lui de prérogatives plus étendues. Les créanciers devront donc laisser ce mandataire accomplir sa mission au mieux des intérêts de tous, et ils seront forcés de surseoir à toute poursuite personnelle sur les biens de l'hérédité. Il faut accepter cette solution, si l'on se montre soucieux de la prompte réglementation des successions bénéficiaires : « Le mandataire de justice tient ici la place de l'héritier ; il liquide en son nom. La faculté d'abandon, coexistant avec la qualité persistante d'héritier implique le droit de se faire remplacer. C'est toujours la liquidation bénéficiaire qui fonctionne. Les créanciers devront par conséquent laisser le mandataire réaliser les biens, les répartir et du moment que celui-ci fait diligence, ils devront surseoir à leur poursuite. Cette solution ne va à l'encontre des intérêts de personne ; elle est la sauvegarde des droits de tous, elle a, dans la réglementation des successions bénéficiaires, un

appui sérieux ; il suffit, par conséquent, que l'héritier y consente, pour que la nomination de l'administrateur soit légitime ; l'opposition des créanciers ne fait pas obstacle à la liquidation bénéficiaire. » (LACON, p. 227.) En conséquence, il semble bien que le seul consentement de l'héritier est suffisant pour rendre valable la nomination d'un administrateur ; celui des créanciers ne paraît pas nécessaire (voir Angers 1892 précité).

Toutefois, MM. Baudry et Wahl semblent bien admettre que le consentement des créanciers est indispensable (n^{os} 1508 et 1509).

B. — La nomination de l'administrateur judiciaire peut-elle intervenir même contre le gré de l'héritier ?

Il est possible d'abord que l'héritier bénéficiaire assiste en spectateur indifférent à l'instance en nomination d'administrateur, engagée par les créanciers héréditaires. Dans ce cas, l'absence de toute protestation de sa part semble suffisante pour que la nomination de l'administrateur ne soulève aucune difficulté. On pourrait objecter, peut-être, que, dans l'hypothèse d'une déconfiture, l'abstention ou l'inertie du débiteur met obstacle à la nomination d'un séquestre, sans son concours. On ne saurait, en effet, être mandant sans avoir manifesté sa volonté de conférer le mandat, d'une manière expresse ou tacite ; et, en dehors des cas où la loi autorise la désignation d'un administrateur ou d'un séquestre, le mandataire, dont la mission se résume en définitive dans le désaisissement du propriétaire, serait nommé sans droit ; les actes qu'il accomplirait seraient entachés de nullité. On ne saurait même présumer, pour la déconfiture, que

le silence du débiteur, lors de la nomination du séquestre, équivaut à un mandat tacite, à une acceptation de la mesure prise.

Mais telle ne peut plus être la solution vis-à-vis de l'héritier bénéficiaire. A la différence du *de cuius*, qui pouvait, à la rigueur, ne pas s'occuper de ses affaires, car la loi a donné aux créanciers, par l'action oblique (art. 1166), par l'action paulienne (art. 1167), le moyen de se prémunir contre l'inertie et de remédier à la fraude, l'héritier bénéficiaire est tenu, au contraire, d'administrer; ce n'est pas pour lui une simple faculté, mais une obligation légale (art. 803, alinéa 1). Comme c'est dans l'intérêt des créanciers héréditaires, et non pas seulement pour lui, qu'il est chargé de cette administration, il en résulte qu'en cas d'abstention, d'inertie de nature à porter préjudice aux biens compris dans l'hérédité, la justice peut, à la requête des créanciers, lui substituer un tiers.

Mais s'il proteste nettement contre cette désignation, cette résistance de l'héritier bénéficiaire aurait-elle cette conséquence d'obliger l'administrateur à se dessaisir de la mission que la justice lui avait confiée ? La plupart des auteurs se prononcent pour la négative ; la majorité d'entre eux considèrent qu'il y a là un cas d'application de l'article 1144 du Code civil, relatif aux obligations de faire (AUBRY et RAU, 4^e édition, tome VI, § 618, texte et note 22, p. 450; DEMOLOMBE, tome XV, § 239, avec quelques réserves). « Il faut que les droits des créanciers et des légataires soient sauvegardés; d'une part, la caution n'est pas, à beaucoup près, une garantie complète contre les abus; d'autre part, des abus, même très graves, d'administration, peuvent ne pas entraîner contre l'héritier la déchéance du bénéfice d'inventaire, déchéance qui ne serait pour eux d'aucun secours si l'héritier

était insolvable. N'en faut-il pas conclure qu'ils sont fondés, d'après les principes généraux du droit, à demander l'emploi de toute mesure conservatoire nécessaire, et même la nomination d'un tiers administrateur ? »

M. Guillouard (*Du dépôt*, 2^e édition, § 175, p. 481), invoque l'article 1961 (Code civil), spécial au séquestre judiciaire, et soutient que l'énumération de l'article 1961 n'étant pas limitative, les juges peuvent ordonner dans d'autres cas un séquestre s'exerçant même sur la totalité d'un patrimoine.

Mais, comme le fait avec raison remarquer M. Planiol (note D. P. 1894, II, 81, alinéa 1), « en admettant cette interprétation excessive de l'article 1961, nous n'arriverons pas au résultat désiré : on aurait beau multiplier les cas de la nomination d'un séquestre, on n'en changerait pas la nature. Ce séquestre ne sera jamais qu'un gardien provisoire, un *dépositaire*; c'est un liquidateur qu'il nous faut, un liquidateur à pouvoirs très étendus. »

Seul Laurent (tome X, p. 121) professe une opinion contraire : critiquant l'arrêt de Cassation du 5 août 1846 (D. P. 46, IV, 467) qui avait décidé qu'une pareille mesure fondée sur l'utilité des parties intéressées, sur l'impossibilité de suivre la marche ordinaire, n'était pas prohibée par la loi, « les tribunaux, dit-il, ont-ils le droit de faire tout ce qui n'est pas prohibé par la loi ; peuvent-ils modifier les droits du propriétaire ? les obligations que la loi impose ? Qui leur a confié ses pouvoirs aussi exorbitants ? »

Une jurisprudence très ferme passe outre l'autorisation de l'héritier. Loin de considérer l'assentiment de l'héritier comme indispensable, elle décide, en effet, que la nomination de l'administrateur est possible, dans trois catégories d'hypothèses, où, manifestement,

le consentement de l'héritier bénéficiaire n'est pas intervenu : 1° en cas de faute ou d'incurie de l'héritier bénéficiaire; 2° en cas de préjudice éventuel pour les créanciers, même s'il est occasionné par d'autres causes que la négligence de l'héritier; 3° comme sanction de l'inobservation, par l'héritier bénéficiaire, des formalités qu'il est tenu d'observer.

1° Si, par son incurie ou par ses actes, l'héritier compromet les intérêts des créanciers; si, après s'être chargé de la liquidation, il méconnaît, dans l'accomplissement de sa mission, les obligations que la loi lui impose, un mandataire judiciaire pourra lui être substitué; il en sera ainsi dans les cas suivants : l'héritier ne témoigne d'aucune diligence pour l'acquittement du passif (Paris, 5 juin 1891; S. 93, II, 113; dissertation de M. Wahl), pour la réalisation de l'actif (Paris, 9 février 1892; S. 93, II, 113; D. P. 92, II, 229), pour la reddition des comptes (Paris, 9 février 1892). Ainsi, d'après la jurisprudence, il est possible de dépouiller l'héritier bénéficiaire de l'administration de la succession, non seulement s'il a commis des malversations dans sa gestion, mais même s'il y a, de sa part, négligence ou impéritie entravant la liquidation de l'hérédité. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris du 22 mai 1903 (*Gaz. Palais*, 29 mai 1903), reconnaît la faculté pour les créanciers de la succession de provoquer, à titre de mesure conservatoire de leurs droits, la nomination d'un administrateur séquestre, dès lors que, par ses actes d'administration et de disposition, l'héritier bénéficiaire met en péril le bénéfice qui résulte pour les créanciers de la succession, de la séparation des patrimoines et du privilège qui y est attaché. La jurisprudence justifie ces décisions par le motif que la loi (art. 803) impose à l'héritier l'obligation d'administrer dans l'intérêt

dés créanciers successoraux. S'il s'en acquitte mal, il est impossible de le contraindre à exécuter cette mission, qui s'analyse en une obligation de faire, et on n'aperçoit pas d'autre moyen que de désigner un tiers, chargé d'administrer à sa place (voir note de M. Planiol, D. P. 1894, II, 81 ; Cour de Paris, 5 juin 1891); les intérêts des créanciers ne sauraient être compromis par l'incurie, la négligence ou l'inertie du successible.

2° La jurisprudence estime encore qu'il y a lieu de désigner un administrateur lorsque les circonstances deviennent telles qu'un préjudice menace éventuellement les créanciers héréditaires; il en sera ainsi toutes les fois que la liquidation de la succession exige, à raison des biens qui la composent, une compétence technique qui paraît manquer à l'héritier (Caen, 10 mars 1891; *Le droit* du 18 avril 1891), ou si l'héritier (trib. civil Seine, 16 mai 1882; *Gaz. Palais*, 82, II, 87), ou l'un des héritiers (Cass. 5 août 1846; D. P. 46, IV, 467) est tellement éloigné qu'il ne peut pas administrer facilement.

La circonstance qu'il existe plusieurs héritiers bénéficiaires n'est pas à elle seule une cause suffisante pour que le tribunal décide qu'il y a lieu de leur enlever l'administration des biens (BAUDRY et WAHL, n° 1504). Les règles relatives à l'administration de valeurs indivises devront, en pareil cas, être appliquées; mais, s'il s'élève des difficultés entre eux quant à la gestion, en raison de l'opposition de leurs intérêts, la jurisprudence estime que la nomination d'un administrateur judiciaire peut être demandée par les créanciers (Cass. 5 août 1846 précité). Elle accepte encore la légitimité du même procédé au cas où, parmi les héritiers bénéficiaires il y aurait un absent (Cass., 22 février 1879; S. 80, II, 237; Bordeaux, 22 novem-

bre 1870; D. P., 72, II, 8). La jurisprudence statue alors en invoquant un argument d'analogie tiré des articles 112 et 131 du Code civil, aux termes desquels l'administration du patrimoine d'un non présent doit être confiée à un mandataire. Contre ce raisonnement, on pourrait toutefois objecter que les textes dont il s'agit prescrivent de prendre des précautions dans l'intérêt de l'absent; or, ici, c'est en leur propre nom que les créanciers prétendent agir. Il a été décidé encore que, dans l'hypothèse où les héritiers sont mineurs, la nomination d'un administrateur s'impose, si le tuteur a dans la succession des intérêts opposés à ceux des créanciers (Cass., 17 décembre 1895; D. P. 96, I, 467). Enfin, on n'hésite pas à appliquer la même règle à l'hypothèse où le passif dépasse manifestement l'actif; on invoque l'absence d'intérêt personnel chez l'héritier et l'éventualité d'une liquidation compromise par suite de la lenteur avec laquelle elle sera probablement conduite (Douai, 13 mai 1855, S. 56, II, 342; D. P. 56, II, 92). Il est donc certain que la jurisprudence n'hésite pas à recourir à la nomination d'un mandataire alors même que le danger ne s'est pas encore produit, et en vue de garantir simplement les créanciers contre une éventualité qui ne se réalisera peut-être jamais.

3° Enfin, les magistrats sont allés plus loin, et ils posent en principe la légitimité de la nomination d'un administrateur judiciaire comme protection des droits des créanciers, toutes les fois que l'héritier bénéficiaire manque aux devoirs qui lui sont tracés par la loi pour la liquidation, ou s'il n'observe pas les formalités prescrites.

C'est ainsi que certaines décisions ont enlevé à l'héritier la gestion des biens pour le motif qu'il n'avait pas fourni caution. (Cass., 6 mars 1821; D., Rép.,

verbo : Successions, n° 885. Trib. civ. Seine, 25 octobre 1886; *Gaz. Palais*, suppl., 85, I, 68. Paris, 5 juin 1891; D. P. 94, II, 81. Caen, 24 mai 1905; *Recueil des sommaires*, 1907, n° 1423.) Seulement, dans ce cas, l'administrateur ne pouvait évidemment gérer que les biens pour lesquels la caution est exigée (BAUDRY et WAHL, n° 1505). Il faut reconnaître d'ailleurs que cette solution ne réunit pas l'unanimité de la jurisprudence. Il a été parfois reconnu que la nomination d'un administrateur constituait ici un procédé arbitraire et irrégulier; c'est ce que décide un arrêt de la Cour de Lyon en date du 26 janvier 1871. « Le juge des référés ne peut, sans excès de pouvoirs, en nommant un administrateur judiciaire, dépouiller l'héritier de son droit d'administration, à défaut par lui de fournir bonne et valable caution dans un délai déterminé, la loi obligeant l'héritier bénéficiaire, qui ne peut fournir caution, à vendre les meubles et à en déposer le prix, ainsi que la portion non déléguée du prix des immeubles, pour être employé à l'acquit des charges de la succession. » (S. 71, II, 1.) L'arrêt de la Cour de Lyon semble bien fondé. En effet, la loi prescrit des mesures spéciales lorsque l'héritier s'abstient de fournir caution; ces précautions ont dû être considérées par le législateur comme suffisantes, et il paraît excessif de substituer aux mesures de garantie édictées par la loi une autre sanction qu'elle n'a pas prévue et qui aura pour résultat l'intervention d'un administrateur général armé de pouvoirs sur tous les biens de la succession et investi de la mission de liquider le patrimoine dans son ensemble. Cette manière d'interpréter l'article 867 n'est certainement pas correcte; si cette solution était exacte, la jurisprudence devrait entrer plus avant dans la voie qui se trouve ainsi tracée et recourir à la nomination

d'un mandataire toutes les fois que l'héritier accomplit des actes qui dépassent ses pouvoirs.

Le cas s'est présenté pour un successible qui, après avoir réalisé les biens et recouvré les valeurs, répondait aux créanciers qui voulaient surveiller sa gestion qu'il n'avait de compte à rendre à personne ; il déclarait que l'excès de pouvoir commis par lui pouvait bien engendrer comme conséquence la transformation de sa qualité en celle d'héritier pur et simple, mais qu'en définitive, exerçant un droit de propriété sur toutes les valeurs de la succession, il n'avait pas à subir un contrôle qui lui déplaisait, ni à abandonner la gestion à un administrateur ; puis il s'empressa de faire convertir les valeurs mobilières et de vendre les immeubles à l'amiable. Les créanciers ayant saisi le juge des référés, celui-ci rendit une ordonnance par laquelle il admettait que, le gage des créanciers étant menacé de disparaître, l'urgence commandait la nomination d'un administrateur ; mais cette ordonnance fut réformée par un arrêt de la Cour de Paris du 12 janvier 1897 (*Le droit*, 22 janvier 1897). « La Cour reconnaît qu'après avoir pu apprécier plus sûrement les forces actives et passives de la succession, les héritiers ont pu renoncer au bénéfice de leur acceptation bénéficiaire, en vendant à l'amiable les immeubles dépendant de cette succession et en transformant les valeurs mobilières. »

Puis elle estime : « Qu'en agissant ainsi, et en faisant acte d'héritiers purs et simples, ils n'ont fait qu'user d'un droit certain, qui leur est accordé par la loi, et ils ont confondu leurs biens propres avec ceux de leur auteur, sans pouvoir priver les créanciers de celui-ci de la séparation des patrimoines résultant de leur acceptation bénéficiaire, et qui doit leur rester définitivement acquise ; que, dans ces con-

ditions, il ne pouvait appartenir au juge des référés d'enlever aux héritiers l'administration de leur fortune et de leurs biens, l'ordonnance par lui rendue ne pouvant se justifier, ni par l'urgence, ni par aucun des caractères d'une décision provisoire. » (D. P. 97, II, 247.) La Cour de Cassation, Chambre des requêtes, a rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt. (Req. 10 mai 1898 ; D. P. 98, I, 388). Elle décide « qu'en présence d'une pareille situation exactement définie en droit, la cour a pu légitimement considérer que la mesure ordonnée par le président, qui avait pour résultat de dépouiller les consorts S... de l'administration de l'entier patrimoine de leurs auteurs, n'avait point le caractère d'une décision provisoire et engageait le fond du droit. »

Mais il ne faut pas exagérer la portée de cette décision qui, en définitive, juge que, dans une pareille espèce, la voie du référé est impossible pour demander la nomination d'un administrateur.

Cependant, la jurisprudence paraît s'affirmer dans ce sens : « Attendu que si l'absence d'inventaire a eu pour conséquence de faire déchoir X... de son acceptation bénéficiaire, elle ne saurait motiver, non plus que les autres circonstances invoquées le dessaisissement de l'héritier et la remise de la succession aux mains d'un administrateur judiciaire. » (Cour de Paris, 22 mai 1903 ; *Gaz. Palais*, 1903, I, p. 711.)

Les tribunaux s'arrogent, en cette matière, des pouvoirs très étendus, et confient l'administration de la succession à un tiers, toutes les fois que les circonstances dont ils sont eux-mêmes juges souverains paraissent l'exiger. (Req. 5 août 1846, précité ; Douai, 13 août 1855 ; D. P. 56, II, 92 ; Req. 17 décembre 1895 ; D. P. 96, I, 467.)

D'une manière générale comment convient-il d'apprécier cette jurisprudence ?

Il est incontestable qu'elle aboutit pratiquement à dessaisir l'héritier bénéficiaire et à imposer aux créanciers une liquidation collective. C'est un changement complet qui est apporté au mode de règlement du passif. Aussi, a-t-on élevé contre les décisions par lesquelles elle s'affirme les objections suivantes : elle dépouille l'héritier de la gestion, sans pouvoir invoquer aucun texte qui légitime une mesure aussi grave ; bien plus, cette initiative des magistrats est contraire à la conception française d'après laquelle l'héritier, demeurant le continuateur de la personne du défunt, est fondé à considérer la succession comme son propre patrimoine ; puis, elle vient limiter, sans s'appuyer davantage sur une disposition légale, l'action individuelle de chaque créancier et lui imposer la loi du dividende, alors que la succession bénéficiaire n'est nullement érigée par le législateur en patrimoine distinct de celui de l'héritier, comportant une liquidation d'ensemble.

« L'héritier est propriétaire des biens qu'il administre et on autorise contre lui une sorte d'expropriation pour cause d'utilité privée, en autorisant les tribunaux à lui enlever l'administration. Quand la loi veut permettre d'enlever l'administration à un administrateur, elle s'explique formellement à cet égard... Les créanciers n'ont-ils pas d'autre moyen de se prémunir contre les difficultés de l'administration de l'héritier (apposer les scellés, intervenir dans la liquidation et les instances, prendre les mesures conservatrices, exiger la caution, etc.). » (BAUDRY ET WAILL, n° 1506.)

Cette jurisprudence nous paraît cependant susceptible d'être approuvée : les magistrats s'efforcent, par

là, de suppléer à l'absence de publicité, des publications collectives, en un mot, aux lacunes de l'institution française du bénéfice d'inventaire. Lorsqu'une personne vient à mourir, les inégalités dans le règlement des divers créanciers proviennent du principe que la liquidation s'opère quant au passif, sous le régime de la déconfiture; or, la nomination d'un administrateur permet d'éviter les inconvénients de ce régime; par suite de l'intervention de ce mandataire, la succession pourra être considérée plus facilement comme représentant une masse de biens conservant une individualité distincte du patrimoine de l'héritier, et aucun obstacle ne s'opposera plus à ce que les divers ayants droit soient désintéressés sur cette masse proportionnellement à leurs créances. Ce n'est plus en effet le continuateur de la personne du défunt qui est placé à la tête de cet ensemble de biens; il n'y a plus d'unité de patrimoine impliquant, après le décès, pour le règlement des dettes, l'observation des mêmes règles que du vivant du débiteur. Rationnellement, la répartition doit donc s'opérer sur la base de l'égalité (exception faite toutefois en faveur des créanciers privilégiés et hypothécaires); et, en fait, l'administrateur ne manque pas, pour dégager sa responsabilité, de se conformer à ce régime du règlement imposé par l'équité.

La substitution, acceptée si facilement par la jurisprudence, d'un mandataire à l'héritier, remédie donc, dans une certaine mesure, à un autre danger, à l'insuffisance des moyens de publicité destinés à prévenir les tiers qu'ils doivent se hâter de faire valoir leurs droits s'ils veulent être assurés de toucher un dividende; l'administrateur, toujours par souci de dégager sa responsabilité, s'empressera, plus activement que d'habitude, de prendre des renseignements

sur tous les intéressés et de porter l'ouverture de la succession à leur connaissance. Le maintien de l'action individuelle des créanciers, sous le régime de la liquidation par l'héritier lui-même, constitue une violation flagrante des règles de la justice, puisque les plus diligents, seuls, ont la certitude d'être payés. Au contraire, lorsque la gestion est confiée à un administrateur qui est le représentant de tous les créanciers, et qui concentre les intérêts de tous, les inconvénients du régime de la déconfiture se trouvent notablement atténués. Sans doute, la succession bénéficiaire ne saurait être complètement assimilée à la faillite, car elle n'est pas forcément une succession insolvable; mais, dans la plupart des cas, la précaution prise par l'acceptant a une signification qui ne trompe personne; le soupçon d'insolvabilité, qui plane sur le patrimoine du défunt, se précisera peu à peu, alors que d'autres créanciers se révéleront et que les réclamations se multiplieront.

D'ailleurs, même au cas où, par un heureux hasard, les prévisions pessimistes de l'héritier se trouveront démenties, la liquidation laissant finalement ressortir un excédent d'actif, l'établissement d'un règlement collectif présenterait toujours l'avantage d'aboutir plus rapidement à l'apurement du passif; l'héritier lui-même y trouverait son compte; il ne serait plus obligé d'attendre plus ou moins longtemps la date où viendra pour lui le droit de disposer en maître incontesté des biens laissés par le défunt.

Cette jurisprudence ne mérite la critique que sur un point : elle impose la nomination d'un administrateur, notamment comme sanction de l'inobservation par l'héritier d'une formalité légale. C'est à cet égard que les décisions des magistrats paraissent entachées d'arbitraire, car la loi a précisé elle-même les consé-

quences qu'entraînent de semblables omissions, et elle a prescrit, en pareil cas, des mesures qui sont destinées à sauvegarder les intérêts des créanciers et des légataires. Ainsi, si l'héritier n'accomplit pas certaines de ses obligations, s'il n'a pas dressé un inventaire fidèle et exact, s'il aliène sans observer les formes, s'il se refuse à rendre compte (art. 803), il s'expose à être déchu de son bénéfice d'inventaire, et les créanciers pourront le poursuivre personnellement sur tous ses biens, mais ils n'ont pas le droit de substituer une autre administration à la sienne. L'héritier encourt certainement une déchéance; il sera privé désormais des avantages que lui conférait le bénéfice d'inventaire, mais son titre d'héritier lui reste, avec les prérogatives qui y sont attachées; de même, le dépôt du prix des meubles et de la portion non déléguée du prix des immeubles est la seule peine qui puisse être prononcée contre l'héritier qui s'est abstenu de fournir caution (art. 867). Ici, la nomination d'un administrateur apparaît donc comme un procédé arbitraire et qui ne répond nullement aux dispositions de la loi, « les précautions ordonnées pour la vente des meubles et immeubles, la déchéance du bénéfice d'inventaire, l'obligation pour l'héritier de ne faire aucun paiement au préjudice des oppositions, le droit de poursuite ou de saisie réservé aux créanciers, sont ici des garanties suffisantes ». (BAUDRY ET WAHL, n° 1506.)

Mais, abstraction faite de ces réserves, la jurisprudence, qui généralise le plus possible la nomination d'un administrateur judiciaire, semble digne d'approbation; elle évite ainsi les inextricables difficultés et les flagrantes injustices auxquelles aboutit, pour la liquidation du passif, l'idée de la continuation de la personne. Elle remplace l'ancienne conception par

des mesures plus appropriées aux idées modernes; elle organise, en un mot, sur la masse des biens laissés par le défunt, une procédure d'exécution collective qui concilie la rapidité de l'apurement du passif avec le maintien de la stricte égalité des droits de tous; de semblables résultats justifient, à nos yeux, l'initiative prise par les magistrats.

CHAPITRE III

Procédure relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.

A la requête de qui cet administrateur sera-t-il désigné ?

Ce sera, en principe, à la demande des créanciers. Les créanciers sont intéressés, en effet, à ce que la liquidation soit conduite avec habileté et exactitude par l'héritier, de telle manière que les opérations passées par le successible leur soient utiles. Dès lors, s'il n'en est pas ainsi, leur intérêt leur commandera de réclamer au plus tôt la substitution d'un tiers administrateur à l'héritier. Cette requête sera ordinairement adressée à la justice par ceux des créanciers qui, arrivant plus tard que les autres, craignent de ne rien obtenir par l'effet des règles de la déconfiture, et qui désirent une liquidation collective pour toucher au moins un dividende.

D'une manière générale, on peut dire que tous les créanciers se mettront facilement d'accord pour requérir la désignation d'un mandataire, car ils seront ainsi déchargés du souci d'assurer eux-mêmes les poursuites contre l'héritier et d'engager des instances. On comprend donc l'intérêt qu'ils ont à la nomination d'un administrateur judiciaire. (Angers, 16 novembre 1892; D. P. 94, II, 374; WAHL, note; S, 97, I, 331, sous Cass., 17 décembre 1894; BAUDRY et WAHL, n° 1508.)

Il n'est nullement nécessaire, d'ailleurs, que la de-

mande émane de l'unanimité des créanciers, car tout intéressé doit être mis à même d'exercer son droit de la manière la plus efficace. Donc, ceux des créanciers qui n'ont pas été parties à l'instance ne peuvent attaquer le jugement par la voie de la tierce opposition. (WAHL, note SIREY, 93, II, 115, alinéa 2.)

D'ailleurs, on reconnaît aussi à l'héritier lui-même le droit de solliciter cette nomination. Le mandataire-administrera en effet aux lieu et placé de l'héritier, et par là disparaissent pour celui-ci le poids d'une responsabilité souvent fort lourde, et, en tout cas, les ennuis d'une liquidation longue et compliquée. En outre, si la gestion est bien conduite, l'héritier aura plus de chances d'obtenir un reliquat. (Angers, 16 novembre 1892, précité.)

Si la demande émane des créanciers, elle sera dirigée contre l'héritier ; ce sera une véritable instance judiciaire, et non pas seulement une requête adressée au tribunal. (Caen, 10 mars 1891 ; *Le Droit* du 18 avril 1891.) Si le tribunal faisait droit à cette requête, les autres créanciers auraient le droit de former tierce opposition à cette décision. (Caen, 10 mars 1891, précité.) La demande ne pourrait davantage être portée devant le président, statuant comme juge du référé, même si elle présentait un caractère indiscutable d'urgence. Sans doute le président est compétent pour trancher les difficultés qui requièrent une solution immédiate ; mais il n'a ce pouvoir qu'à la condition de ne pas toucher le fond du droit ; or, la nomination d'un administrateur judiciaire préjuge nécessairement le fond du droit. Elle tend à faire déclarer que l'héritier ne saurait conserver l'administration de la succession. Or, l'héritier peut soutenir qu'il a intérêt à en demeurer investi. La désignation d'un administrateur, qu'il n'a pas choisi, est de nature à lui ins-

pirer de la défiance. Enfin, la mission confiée au mandataire n'est pas gratuite et les honoraires qui lui seront alloués diminueront d'autant l'actif héréditaire. (Lyon, 26 janvier 1871 ; S, 71, II, 11 ; Bordeaux, 13 août 1894 ; *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 94, 1293 ; BAUDRY et WAHL, n° 1511.) En sens contraire : Paris, 5 juin 1891 ; S, 93, II, 113. Le juge des référés pourrait intervenir si, par suite des circonstances, il y avait urgence à nommer un administrateur provisoire. (Paris, 9 février 1892, précité.) « Attendu qu'il n'est pas douteux que le juge des référés, compétent pour prendre toutes mesures conservatoires qui ne lèsent aucun droit, peut, à la demande d'une partie intéressée, nommer un administrateur provisoire de la succession bénéficiaire D. » Dans le même sens, Bourges, 27 juillet 1903. *Le Droit*, 7 novembre 1903. Table *Gaz. des tribunaux*, 1901-1905, *verbo* : Succession, n° 116). Il appartiendrait toujours au tribunal de lui conférer des pouvoirs définitifs, car la compétence du président statuant sur requête est exclusive de toutes les mesures qui ne seraient pas provisoires et conservatoires, et qu'imposent les circonstances.

Il convient de remarquer que, si la demande de nomination de l'administrateur émane de l'héritier lui-même, il devra forcément agir sous forme d'instance engagée contre les créanciers. (Angers, 16 novembre 1892.) Mais il se heurtera alors à de graves difficultés, car il ne les connaît pas toujours, le plus souvent même il n'en connaît qu'une partie.

Dans la pratique, suivie tout au moins devant le tribunal civil de la Seine, c'est à la voie du référé qu'ont recours généralement le ou les créanciers qui assignent l'héritier afin de voir nommer un administrateur judiciaire de la succession, et, lorsque l'ini-

tiative vient de l'héritier, c'est à la Chambre du conseil que celui-ci présente sa requête, sans aucune mise en cause des créanciers, puisqu'il n'y a pas d'instance introduite.

De même, c'est encore par voie de requête à la Chambre du conseil que l'héritier ou le créancier qui a provoqué la nomination de l'administrateur — ou, à leur défaut, l'administrateur lui-même — sollicite la prorogation et la confirmation des pouvoirs confiés au mandataire de justice (voir trib. civ. de la Seine, 15 février 1894 ; *Gaz. Palais*, 1894, I, 259). On ne distingue pas en ce cas si l'administrateur tient ses pouvoirs originaires d'une ordonnance de référé ou d'un jugement de la Chambre du conseil (voir trib. civ. Seine, 15 février 1896, précité).

Ces procédures ont l'avantage appréciable de la rapidité de la solution, et elles n'offrent guère d'inconvénients par la facilité qu'a le tribunal, saisi au fond d'une instance principale, de rapporter la mesure ordonnée dans le cas où elle préjudicierait aux droits des intéressés.

CHAPITRE IV

Des effets de la nomination d'un administrateur judiciaire.

§ I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX

Il semble nécessaire de dégager d'abord quelques principes généraux.

La décision qui nomme l'administrateur produit les effets d'un mandat (art. 1094 à 2010). C'est un mandat conféré par la justice; il appartiendrait donc à celle-ci de contrôler sa gestion, de le remplacer toutes les fois qu'il fera preuve d'incapacité, ou qu'une opposition d'intérêts surgira entre lui et les créanciers; ce sera encore la justice qui lui donnera les pouvoirs indispensables pour procéder à un acte qui excéderait sa capacité normale; il n'y a aucun doute que les actes interdits à l'administrateur en sa seule qualité seront valablement passés lorsqu'il se sera muni de l'autorisation de la justice; celle-ci est précisément instituée pour compléter les pouvoirs de l'administrateur et lui permettre d'accomplir même des actes de disposition, lorsque de pareils actes s'imposent pour liquider le patrimoine du défunt.

Cette autorisation sera donnée en chambre du conseil toutes les fois que les circonstances exigeront une semblable mesure.

Cette haute mission de la justice, qui vient ainsi permettre de faciliter la liquidation entreprise par l'administrateur, trouve son fondement dans la loi elle-même : un avis du Conseil d'Etat du 11 janvier 1808

a décidé que l'héritier bénéficiaire pouvait se faire autoriser par justice à aliéner les rentes sur l'Etat, lorsque la gestion des biens héréditaires, notamment l'acquit du passif et des droits de mutations justifient cette aliénation. La solution donnée à propos des rentes sur l'Etat comporte certainement une application générale. Tout administrateur doit être à même de procéder aux opérations que les circonstances imposent; si les actes de disposition engagent sa responsabilité, il devient pleinement capable de les accomplir avec l'approbation de la justice. La formule généralement employée est la suivante : « Attendu que dans les attributions de la juridiction gracieuse de la chambre du conseil rentre une sorte de tutelle générale pour la protection des intérêts en souffrance, par suite d'une cause fortuite ou imprévue, lorsque aucun des intéressés n'a reçu mission de pourvoir à ces intérêts. » (Cf. LACON, thèse, p. 11.)

D'ailleurs, pour éviter les difficultés relatives aux opérations courantes, l'administrateur usera de tous les pouvoirs qui lui sont implicitement ou explicitement conférés par la décision qui l'a nommé. Résultant d'une décision judiciaire, son mandat est entouré d'un prestige qu'une procuration ordinaire ne saurait conférer (voir LACON, p. 332). Ayant pour mission d'exécuter les ordres de la justice, l'administrateur peut s'entourer du concours des officiers de police judiciaire, mais il n'acquiert pas la qualité d'officier ministériel.

L'autorité dont il jouira sera parfois considérable. S'il a été nommé par une ordonnance sur requête ou par un jugement rendu en matière contentieuse, le mandataire pourra s'assurer du concours d'un officier de police judiciaire pour faire exécuter la décision qui l'a nommé. S'il a été désigné par la chambre

du conseil, il ne possédera pas les mêmes moyens de coercition, car les jugements de la chambre du conseil ne peuvent pas être munis de la formule exécutoire; mais, par suite du prestige dont sont entourés ces mandats de justice, l'administrateur pourra facilement triompher des résistances qu'il rencontrera; les personnes qui voudraient s'opposer à l'exercice de son mandat savent bien qu'une instance ne tournerait pas à leur avantage, les juges étant naturellement portés à soutenir le liquidateur qu'ils ont choisi.

Si la mission de l'administrateur judiciaire partitipe de la nature juridique du mandat, elle s'en distingue cependant à certains points de vue; c'est ainsi qu'un mandat ordinaire peut être confié à un incapable, les effets des actes passés par le mandataire se réalisant toujours sur la tête du mandant; il va ici de soi que l'administrateur choisi devra présenter les garanties d'aptitude et de capacité nécessaires. Une autre différence résulte de ce que l'administrateur judiciaire n'est pas un mandataire conventionnel, mais un mandataire de justice. Il ne peut donc être considéré, par exemple, comme ayant été partie à une distribution par contribution, par le fait que les héritiers personnellement, et non la succession qu'il représente, ont été parties à cette contribution. (Alger, 11 décembre 1903; *Gaz. des tribunaux*; table quinquennale 1901-1905; *verbo* : administrateur judiciaire, § 14.) D'autre part, le mandat conventionnel est généralement gratuit; le mandat transféré à l'administrateur judiciaire sera au contraire salarié, car les magistrats ont l'habitude de désigner, pour la liquidation, des personnes qui ont pour profession la conduite d'opérations de ce genre. C'est ainsi qu'à Paris, il existe, près du tribunal civil de la Seine, une société d'administrateurs judiciaires, dont les fonctions sont com-

plètement distinctes de celles des administrateurs et liquidateurs de sociétés commerciales, et qu'il ne faut pas davantage confondre avec les syndics et liquidateurs dans la faillite (voir HÉBERT, *Manuel formulaire des administrateurs commis par justice*, 2^e édition, 1904).

Pour exercer sa mission, l'administrateur judiciaire se munit de la grosse du jugement qui contient ses pouvoirs, et, nanti de cette pièce, il devra prendre toutes les mesures conservatoires des droits des parties, accomplir toutes les formalités légales pour la réalisation des biens et répartir les prix provenant des ventes entre les créanciers.

Enfin, il convient de signaler que les administrateurs sont assujettis à une responsabilité des plus sérieuses dans l'exercice de leur mandat; ils encourrent tous les risques auxquels les expose la liquidation d'un patrimoine souvent obéré; il leur faut prendre rapidement des déterminations importantes, et c'est surtout dans les répartitions amiables, par lesquelles ils cherchent à donner satisfaction aux intérêts de tous, qu'ils s'exposent à engager leur responsabilité. Nous en verrons, par la suite, la preuve.

Toutefois, cette responsabilité ne doit pas être exagérée. N'étant pas des officiers ministériels, ils ne sont nullement frappés par les incapacités qui atteignent ces derniers; ils pourraient donc, en théorie pure (art. 1594), acheter des droits litigieux. L'article 1597 ne leur est pas applicable; mais il va de soi qu'ils agiront prudemment en s'abstenant de semblables opérations. Toutefois, comme ils sont chargés de liquider les biens, et que, d'après l'article 1596, le mandataire ne peut acheter les biens qu'il est chargé de vendre, l'administrateur n'aurait pas la faculté de se rendre acquéreur des biens héréditaires; il ne pourrait da-

avantage acheter par l'intermédiaire d'un prête-nom, car ce serait un moyen détourné d'éluder une prohibition légale.

Les fonctions des administrateurs sont clairement désignées par la décision suivante : « Les administrateurs séquestres, agréés par un tribunal, bien que cette faveur leur impose des devoirs de délicatesse, de diligence et d'activité dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, comme la plus rigoureuse modération dans l'évaluation de leurs émoluments n'ont cependant, à aucun point de vue, le caractère d'officiers ministériels, et ne sont pas, non plus, soumis à un régime spécial et soustraits à l'application du droit commun. » (Paris, 17 janvier 1889, *Journal des avoués*, 1889, p. 109.)

L'administrateur, étant responsable de l'exécution de son mandat, doit obtenir quitus du compte qu'il présente; il a droit au paiement de son salaire et au remboursement des frais exposés par lui. Tous les actes qu'il aura accomplis en conformité de ses pouvoirs demeureront à l'abri de toute critique; quant à ceux passés illégalement, ils seront atteints de nullité absolue.

Les fonctions qui sont ainsi confiées à l'administrateur judiciaire ne laissent donc pas d'être très lourdes; aussi admet-on qu'ils peuvent refuser le mandat qui leur est confié; cette solution peut étonner de prime abord. En effet, la circonstance que l'administrateur a consenti à être agréé par le tribunal et a sollicité son inscription parmi les mandataires ordinairement commis par justice, ne met-elle pas obstacle au refus du mandat conféré? Ayant brigué une sorte de fonction officielle, qui l'investit d'un rôle social, comment pourrait-il se dérober aux obligations que sa profession lui impose? Mais, il est facile de répondre que,

s'il lui est impossible de refuser, sans motif, le mandat dont la justice l'a chargé, il lui est loisible de décliner un mandat déterminé en invoquant des raisons à l'appui de son refus; le tribunal en appréciera la valeur, car il est absolument libre de répartir entre les administrateurs les diverses liquidations concernant des successions ouvertes dans son ressort.

L'un des motifs les plus légitimes que les administrateurs puissent invoquer pour justifier leur refus, c'est la nécessité de consentir des avances d'un montant trop considérable. Ils pourraient également se retrancher derrière l'objection que l'actif successoral n'est pas suffisant pour leur assurer la rémunération des soins et des services fournis par eux; il est de principe, en effet, que tout mandat judiciaire comporte l'allocation d'un salaire, puisqu'il est conféré à des personnes dont la profession consiste précisément à se charger d'un mandat de ce genre. On conçoit donc, dès lors, la légitimité d'un refus, lorsque le travail et les démarches nécessités par la liquidation ne sont pas rémunérés.

« Les administrateurs commis par justice, n'ayant pas ministère forcé, sont libres de refuser le mandat qui leur a été donné par le tribunal dans un litige, ou de mettre à leur acception, notamment lorsque ce mandat a pour objet des recouvrements devant nécessiter des poursuites dont ils auraient à avancer les frais, des conditions de garantie et de versement de provision, sans être tenus, d'ailleurs, d'informer le tribunal de ces conditions, ni soumis à d'autres devoirs que celui d'en avertir les parties qui ont sollicité leur nomination. Aucune action en dommages-intérêts ne pourrait donc être exercée contre eux à raison de leur refus, annoncé aux parties, d'accepter purement et simplement la mission qui leur a été con-

fiée. » (Paris, 17 janvier 1889; *Journal des avoués*, 89, p. 109.)

§ II. — APPLICATION DES PRINCIPES GÉNÉRAUX A L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE D'UNE SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE.

La nomination de l'administrateur judiciaire a pour effet de dessaisir l'héritier. La justice a voulu prévenir les négligences de ce dernier ; l'héritier n'est donc investi d'aucune surveillance sur l'administrateur. Il peut cependant intervenir, pour sauvegarder ses droits sur la succession, dans les instances engagées par l'administrateur judiciaire ou contre lui (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1517 et 1518). La jurisprudence a été amenée souvent à faire application de ces règles, notamment pour le cas de négligence dans les recouvrements (Cass., 19 mars 1867 ; S. 67, I, 220), et aussi pour le cas de dilapidation des meubles. (Aix, 6 mai 1887 ; *Bulletin judiciaire d'Aix*, p. 68 et la note de M. WAHL : S. 93, II, 117, § 4).

Il résulte de là qu'étant étranger à la nomination de l'administrateur, l'héritier ne saurait être rendu responsable de sa gestion (BAUDRY et WAHL, n^o 1518), notamment du recouvrement des créances (Cass. 19 mars 1867, précité).

Cependant il convient de remarquer que l'unanimité ne règne pas entre les décisions jurisprudentielles, au sujet de l'indépendance de l'administrateur par rapport à l'héritier. Certaines décisions ont admis, en effet, que l'héritier bénéficiaire était en droit d'exercer un contrôle sur les actes de l'administrateur (trib. civ. de Soissons, 31 janvier 1891 ; *Gaz. Palais*, 92, I, supplément, 7).

D'autres fois, le rôle de l'administrateur a été réduit à celui d'un simple collaborateur de l'héritier,

chargé d'accomplir avec lui tous les actes que, dans les circonstances ordinaires, l'héritier a le droit de faire (trib. civ. de Pithiviers, 12 mai 1887 ; D. P. 89, II, 205 ; *Pand. franc.*, 87, II, 255 ; Orléans, 19 mai 1888 ; S. 89, II, 123).

Parfois aussi il a été posé en principe que l'héritier possédait un droit de contrôle général sur les fonctions d'administrateur (trib. civ. Soissons, 26 janvier 1891, *Gaz. Palais* 92, I, suppl., 7 ; Alger, 3 juillet 1887 ; *Revue algérienne*, 88, p. 57). Ce sont là des solutions inadmissibles. Sans doute il est successeur, et, par suite, il est seul propriétaire des biens ; mais, du moment qu'un administrateur a été désigné à la requête des créanciers, l'héritier ne saurait prétendre exercer sur les actes de ce dernier une surveillance qui rendrait plus difficile la liquidation entreprise. Le rôle de l'héritier consistera seulement à donner son assentiment aux opérations que l'administrateur ne pourrait faire tout seul, parce qu'elles constitueraient une aliénation de la propriété. Il est évident, en effet, que lorsque le mandataire vendra les biens héréditaires, il ne pourra se passer du consentement de l'héritier, puisque celui-ci en est seul propriétaire ; mais le consentement que le successible devra donner à l'acte n'offre aucune analogie avec l'exercice d'un droit de contrôle. L'administrateur a été désigné par la justice ; c'est donc d'elle seule qu'il relève pour la négligence ou l'incurie qu'il apporte à s'acquitter de sa mission ; du moment que l'administrateur a agi en conformité de son mandat, les actes qu'il a accomplis sont opposables aux créanciers comme à l'héritier. Sinon, il n'y aurait plus de sécurité pour les tiers ; ceux-ci doivent être assurés que, du moment où ils traitent avec un mandataire nommé régulièrement, dans la limite de ses pouvoirs,

l'acte ne pourra être désavoué par les personnes au nom desquelles il est passé. Lors même que le jugement nommant un administrateur et ordonnant l'exécution provisoire serait ensuite déclaré nul par la Cour pour incompétence du tribunal, les actes passés par l'administrateur ainsi nommé seraient valables vis-à-vis des tiers de bonne foi, s'ils ont profité à la succession. Ainsi l'hypothèque constituée par l'administrateur pour la garantie d'un emprunt fait dans l'intérêt de la succession, doit être considérée comme valable et maintenue sur les biens de la succession. (Angers, 20 novembre 1895 ; *Rec. arrêts, Angers*, 1895, p. 408. *Pandectes, verbo* : Succession, § 4233.)

De même encore, lorsque par acte authentique l'administrateur d'une succession a contracté un emprunt, et que par erreur cet emprunt n'a été contracté qu'au nom de quelques-uns des co-héritiers et l'inscription destinée à le garantir prise sur la part d'immeubles de ces mêmes co-héritiers, c'est à bon droit, que les juges ont repoussé la prétention des héritiers non dénommés à l'acte de ne point supporter leur part de la somme empruntée, s'ils constatent que l'administrateur a rendu ses comptes, que ces comptes ont été approuvés après expertise par une décision de justice, que ce même administrateur a porté en recettes la somme empruntée, laquelle a été imputée sur les dépenses dont les héritiers ont été reconnus tous débiteurs, que chacun d'eux a ainsi profité de cette somme jusqu'à concurrence de leur émolument successoral, et qu'ils décident, en conséquence, que tous étaient tenus personnellement pour leur part du remboursement de ladite somme. (Cass, Req. 17 décembre 1900 ; *Gaz. tribunaux* 1901, I, 189).

Le seul droit de l'héritier, comme aussi celui des créanciers, est de faire constater par la justice la

nullité des actes illégalement accomplis par le mandataire, indépendamment du recours en dommages intérêts contre lui, si l'insolvabilité des tiers ne permettait pas le rétablissement de la situation antérieure. Mais l'héritier n'est pas le surveillant légal du mandataire ; admettre le contraire, ce serait assimiler l'administrateur judiciaire à un individu pourvu d'un conseil judiciaire (BAUDRY et WAHL n° 1514) ; celui-ci perdrait toute initiative personnelle ; il serait réduit à un rôle passif, au grand détriment de tous ceux qui désirent que la liquidation soit rapidement conduite. D'ailleurs, comme le remarque M. WAHL « il est à supposer que l'héritier bénéficiaire, dépouillé, malgré lui, de l'administration, entraverait constamment la liquidation de la succession, et ne négligerait aucune occasion de refuser son concours à l'administrateur ». (BAUDRY et WAHL, n° 1514 ; WAHL, note SIREY, 93, II, 117, § 4.)

Ces indications générales fournies, quels vont être les pouvoirs de l'administrateur judiciaire ?

Il convient de distinguer :

1° Si l'administrateur a été nommé du consentement de l'héritier, il représente l'héritier bénéficiaire dans la mesure où celui-ci l'a agréé, et il est investi de tous les pouvoirs que l'héritier lui a expressément ou tacitement reconnus. Les actes accomplis le seront au nom de l'héritier, et, selon l'étendue du mandat conféré, l'administrateur sera qualifié, soit pour administrer et liquider d'une manière complète la succession, soit pour accomplir seulement certains actes spécifiés. D'où il résulte que, si l'héritier a entendu se décharger absolument de toutes les opérations de liquidation sur l'administrateur, celui-ci, étant substitué au successible du gré de ce dernier, a les mêmes droits et doit observer les mêmes obligations. L'héri-

tier, ayant consenti à la nomination du mandataire judiciaire en qualité de liquidateur de l'hoirie, a entendu se décharger sur lui de toutes les opérations que lui-même aurait pu accomplir. Dès lors, il procédera suivant les règles que la loi a elle-même tracées pour l'héritier bénéficiaire et il devra se conformer aux articles 795 à 810 Code civil. Les formalités imposées à l'héritier bénéficiaire devront être observées à plus forte raison par l'administrateur (DEMOLOMBE, tome XV, n^{os} 221 à 223 ; BAUDRY et WAHL, n^o 1512 ; Aix, 6 mai 1887, *Bulletin judiciaire d'Aix* 1888, p. 68 ; Chambéry, 15 juillet 1890, *Journal de Chambéry* 1891, p. 67). Il aliénera donc les meubles dans les formes prescrites par les articles 805 du Code civil, 986 et 989 du Code de procédure civile et les immeubles selon les règles tracées par l'article 806 Code civil, 987 et 988 Code de procédure civile.

Quant aux emprunts, transactions et actes analogues, l'administrateur agira prudemment en sollicitant, comme aurait dû le faire l'héritier lui-même, auquel il est substitué, l'autorisation de la justice. Il devra suivre les mêmes formalités pour accepter une succession, y renoncer, contracter un emprunt hypothécaire. L'héritier n'aurait pu accomplir aucun de ces trois actes sans s'exposer à perdre le bénéfice d'inventaire. L'administrateur, n'étant pas dans une situation meilleure, devra se munir au préalable de l'autorisation de la justice. (V. LACORN, thèse, p. 239.)

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que cette autorisation eût pour conséquence de couvrir complètement le mandataire et de l'exonérer de toute responsabilité. Une transaction frauduleuse serait annulée ; une transaction désavantageuse, une aliénation consentie moyennant un prix insuffisant, un procès intenté contre les règles les plus élémentaires de la

prudence, légitimeraient une demande en dommages intérêts de la part, soit des créanciers, soit de l'héritier, contre l'administrateur. Si, en pareil cas, l'héritier bénéficiaire avait continué de diriger la liquidation, il aurait simplement compromis son bénéfice, et il serait devenu héritier pur et simple. Là où le successible aurait simplement subi une déchéance, l'administrateur qui, lui, n'est pas propriétaire des biens, s'exposerait donc seulement à une sanction pécuniaire, des plus lourdes il est vrai.

2° *Si l'administrateur a été nommé sans le consentement de l'héritier*, ou simplement sans l'intervention de ce dernier, qui a ignoré, laissé faire ou accueilli cette nomination sans protester, il devient évidemment impossible de soutenir qu'il y ait encore représentation du successible par l'administrateur.

Quels seront alors les pouvoirs de ce dernier ? Voici, semble-t-il, les solutions qui doivent prévaloir : l'administrateur, en principe, ne pourra accomplir seul que les actes d'administration (WAHL, note SIREY, 1893, II, 116; Paris, 30 juillet 1886; D. P. 87, II, 37; Lyon, 4 décembre 1896; Req. 17 janvier 1898; D. P. 99, I, 217) et les actes conservatoires (BAUDRY et WAHL, n° 1513). D'autre part, les formalités qui seraient imposées à l'héritier bénéficiaire au cours de sa gestion s'appliqueront à la gestion conduite par l'administrateur.

Le mandataire accomplira donc les actes conservatoires, tels que le bail des biens héréditaires pour une durée n'excédant pas neuf années (arrêt de Cass., 19 février 1889; *Gaz. Palais*, 89, I, 547, prononçant la validité d'un bail de cette durée); pour un bail plus long, il devrait se munir de l'autorisation de la justice, et peut-être aussi demander l'assentiment de l'héritier. Il donnera mainlevée des hypothèques garan-

tissant les créances qu'il aura recouvrées pour le compte de la succession (BAUDRY et WAHL, n° 1513). La Cour de Lyon a statué en sens contraire, 16 janvier 1879, D. P. 80, II, 152, en arguant de ce que la décision qui avait nommé l'administrateur ne l'avait point spécialement autorisé à cet effet.

L'administrateur aura le pouvoir de retirer des valeurs héréditaires déposées par le défunt. (En sens contraire, toutefois, lorsque les héritiers s'y opposent, Paris, 30 juillet 1886; D. P. 87, II, 37; et Lyon, 4 décembre 1896, Req. 17 janvier 1898; D. P. 99, I, 217). Il sera tenu de faire emploi des sommes encaissées par lui, ou d'en opérer le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations (Chambéry, 15 juillet 1890).

Si, au lieu de suivre ces règles, il avait conservé indûment les sommes recouvrées, ou s'il en avait tiré personnellement profit, il devrait les intérêts de ces sommes au taux légal (BAUDRY et WAHL, n° 1513). Il a été jugé toutefois que le taux de ces intérêts ne peut excéder celui servi par la Caisse des dépôts et consignations. (Chambéry, 15 juillet 1890; *Journal des arrêts*, Grenoble et Chambéry, 1891, p. 207; *Pandectes, verbo* : Successions, p. 4235.)

Si l'administrateur trouve parmi les biens successoraux des valeurs nécessitant une gestion spéciale et des connaissances techniques particulières, comme un fonds de commerce, une usine, une exploitation agricole, une œuvre littéraire, scientifique, artistique, il devra, sous sa responsabilité personnelle, confier à des hommes compétents le soin de mettre en valeur ces biens particuliers, et il sera tenu d'exercer sur eux une surveillance régulière jusqu'à ce que sa gestion prenne fin par la mise aux enchères des biens ou par leur restitution à l'héritier après apurement du passif. Il ne doit pas perdre de vue toutefois que, s'il est

libre de se décharger de tout ou partie de sa mission sur des collaborateurs, il demeure vis-à-vis des créanciers et de l'héritier seul mandataire de la justice. Ce sera donc à lui que les comptes seront réclamés, et le tribunal qui l'a nommé ne pourrait pas comprendre d'autres personnes dans la responsabilité qui pèse sur ce mandataire. Il devra veiller avec un soin particulier à la rédaction du cahier des charges, en cas d'aliénation d'un immeuble. Il assume en effet toutes les conséquences de l'adjudication.

Il se peut que l'administrateur ne trouve pas de fonds disponibles dans l'hérédité et que, par suite, il manque de l'argent nécessaire pour intenter les procès contre les débiteurs successoraux. Un procédé très simple consisterait à solliciter l'assistance judiciaire; il ne doit pas toutefois être recommandé, car, en définitive, les personnes au nom de qui le procès est intenté, c'est-à-dire l'héritier et les créanciers, ne peuvent être regardés comme des indigents; ces personnes seront donc mieux inspirées en consentant à l'administrateur l'avance des sommes nécessaires pour faire face aux premiers frais de la procédure. Il paraît que l'assistance judiciaire a été cependant accordée dans des hypothèses de ce genre. (LACOM, p. 358.)

En résumé, l'administrateur judiciaire ne peut en principe faire que des actes d'administration, et sa situation doit être réglée sur celle des administrateurs ordinaires. (*Pandectes françaises, verbo* : Successions, § 4222; BAUDRY et WAHL, n° 2133.)

Est-ce à dire que les actes de disposition lui soient interdits d'une manière absolue et sans aucune exception : nous ne le pensons pas.

Telle était cependant la règle que la chambre du conseil du tribunal civil de la Seine avait posée comme invariable et absolue (Ch. du conseil, 21 novembre 1850,

7 mai 1852 ; BERTIN, *Chambre du conseil*, tome II, page 290). Toutefois, elle avait reconnu elle-même la nécessité de faire, dans certaines circonstances, fléchir le principe (14 mai, 23 juillet, 29 novembre 1852 ; BERTIN, opinion citée, p. 292), et la jurisprudence l'a suivie dans cette voie. « Attendu qu'une pareille dérogation au principe ne doit être admise qu'avec une extrême réserve, en présence de circonstances rendant indispensable l'aliénation des immeubles, dans l'intérêt de tous ceux pouvant avoir des droits à exercer dans la succession, et lorsqu'il est démontré qu'aucun de ces derniers n'est exposé, même éventuellement, à éprouver un préjudice par suite de cette aliénation. (Grenoble, 29 novembre 1904 ; D. P. 1906, II, 253.)

Tel serait le cas d'un immeuble constituant le seul actif d'une succession ayant besoin de réparations et ne pouvant, vu son état, servir de gage à un prêt hypothécaire.

Une question délicate est celle de savoir si le mandataire judiciaire, nommé sans que l'héritier ait été consulté, a le droit d'exercer des actions contre les débiteurs successoraux. La réponse affirmative ne devrait faire aucune difficulté, la poursuite et les voies d'exécution contre les débiteurs récalcitrants de l'hérédité apparaissent en effet comme un procédé nécessaire de la liquidation. Celle-ci suppose que tout l'actif héréditaire a été dégagé et rendu disponible. L'administrateur serait peut-être dans l'impossibilité de procéder à une répartition entre les créanciers, si les dettes à la charge des débiteurs du défunt n'étaient pas acquittées, et si le mandataire est obligé de mettre en cause l'héritier, il en résulte une perte de temps, sans parler des divergences qui pourront se manifester entre eux. Cependant la jurisprudence estime que l'héritier bénéficiaire, seul continuateur de la per-

sonne du défunt, par suite seul saisi de toutes les actions incluses dans la succession, a seul qualité pour intenter des procès ou s'en désister, quand il n'a pas formellement autorisé l'administrateur à se substituer à lui : « Attendu qu'en vertu de la maxime *semel heres, semper heres*, l'héritier bénéficiaire est, comme l'héritier pur et simple, saisi de toutes les actions qui se trouvent dans la succession ; qu'il continue seul et exclusivement la personne du défunt (*succedit in omnem personam defuncti*, dans ses rapports, soit avec les co-héritiers, soit avec les tiers ; attendu qu'en vertu des principes qui viennent d'être rappelés, l'administrateur provisoire d'une hoirie bénéficiaire ne peut jamais se substituer vis-à-vis des tiers à la personne de l'héritier, d'où il suit que l'héritier avait seul, au regard de l'administrateur provisoire, qualité soit pour intenter l'action en nullité qui forme l'objet du procès, soit pour s'en désister, et que, le désistement étant régulièrement intervenu du fait de l'héritier, ledit administrateur ès-qualités n'est pas recevable à reprendre par lui-même une instance qu'il n'était pas habile à introduire. » (Metz, 13 juillet 1865; D. P. 65, II, 127.) Il convient toutefois de ne pas exagérer la portée de cette décision. Il s'agissait d'un administrateur dont l'héritier avait pu ignorer la gestion. Comme la nomination avait été faite en dehors de lui, il avait dénié au mandataire le droit d'accomplir des opérations dépassant la portée des actes conservatoires. En définitive, ce qui paraît se dégager des indications fournies par les recueils d'arrêts, c'est que l'héritier bénéficiaire, quand il n'a pas autorisé l'administrateur à se substituer à lui, est seul fondé à agir en justice (trib. civ. Soissons, 21 janvier 1891; *Gaz. Palais*, 92, I, suppl. 7; Grenoble, 7 juin 1899; *Rev. notaires*, 1901, 28, *Sommaires* 1901, n° 2048).

De même l'administrateur judiciaire, n'ayant à aucun degré la mission de représenter les créanciers de la succession par lui administrée, ne serait pas fondé à agir en justice en leur nom, notamment pour exercer l'action paulienne au sujet d'actes qu'il considérerait comme faits en fraude des droits des créanciers de l'hérité (trib. civ. Seine, 22 avril 1899; *Gaz. tribunaux*, 24 septembre 1899; *Recueil des sommaires*, 1900, n° 2115).

Mais il est sans difficulté que l'administrateur acquerrait le pouvoir d'intenter des procès successoraux si la mission à laquelle il avait été désigné par la justice, lui donnait pouvoir à cet effet (Cir., 23 juillet 1851; D. P. 51, I, 269; Req. 26 février 1901; D. P. 1906, I, 333) ou avait été approuvée par l'héritier. L'administrateur serait, en effet, autorisé par sa fonction même à agir en justice pour tout ce qui serait nécessaire ou utile à l'accomplissement de sa mission. C'est ce qui a été décidé par l'arrêt suivant : « Considérant que M... soutient que D..., nommé administrateur provisoire de la succession de C..., n'a pas qualité pour poursuivre le paiement d'une reconnaissance par lui souscrite à C... et pour demander la validité d'une saisie-arrêt; qu'en effet la personne du défunt étant continuée par ses héritiers seuls et la succession de C... ayant été acceptée sous bénéfice d'inventaire, les actions de la succession ne sauraient être exercées que par l'héritier à l'exclusion d'un administrateur provisoire; que reconnaître à ce dernier le droit d'ester en justice en cette qualité, ce serait se mettre en contradiction avec la disposition légale aux termes de laquelle les créances et les dettes se divisent de plein droit entre les héritiers; mais, considérant que D... agit en vertu d'un mandat judiciaire qui lui a été régulièrement conféré, en présence et du

consentement de toutes les parties et des seules parties qui pouvaient avoir intérêt et qualité pour le contester; ...qu'en ordonnant la liquidation et le partage le tribunal a, en présence et du consentement des parties en cause, à raison de leur nombre, de leurs domiciles divers, de la situation et de la nature de certains biens dépendant de la succession de C..., de la difficulté qu'il y avait à la réaliser, nommé D... administrateur provisoire; considérant que D..., tenant son mandat d'une décision de justice, doit en rester investi avec tous les pouvoirs qui lui ont été accordés, tant que son mandat et ses pouvoirs n'auront pas été modifiés ou révoqués par une autre décision rendue sur l'initiative de personnes ayant qualité pour la provoquer; que M... ne saurait par conséquent dénier à D... le droit d'ester en justice dont il a été investi par une décision judiciaire qui s'impose à tous, tant qu'elle n'a pas été rétractée. » (Paris, 4 juin 1896, *La Loi*, du 4 septembre 1896).

L'administrateur judiciaire aurait encore le droit d'agir en justice, si l'exercice de l'action par lui intentée avait le caractère d'une véritable mesure de prudence, conforme à l'intérêt commun des créanciers, par exemple l'intervention dans une instance d'opposition à commandement formée par l'héritier (Orléans, 19 mai 1888 ; D. P. 89, II, 305).

C'est également ce qui a été jugé par le tribunal de la Seine, le 15 février 1894. (*Gaz. Palais*, 1894, I, 259.) « Attendu, quant à la fin de non-recevoir tirée par Cornelius Herz de ce qu'Imbert n'aurait pas qualité pour intenter des actions en justice, que l'ordonnance du 22 novembre 1892, chargeant celui-ci de gérer et administrer tant activement que passivement les communauté et succession de Reinach, aussi bien que les jugements de la Chambre du conseil des 22 novembre

et 10 février suivants confirmant et prorogeant ses pouvoirs, l'ont autorisé d'une manière générale à prendre toutes mesures conservatoires nécessaires ayant un caractère d'urgence ;

» Que l'instance actuelle a pour but de mettre obstacle à la libre disposition par la dame Cornelius Herz, d'immeubles acquis avec des fonds de son mari et qui, suivant la prétention d'Imbert, constitueraient le gage de la succession Reinach que, quelles que puissent être les conséquences des décisions et des mesures sollicitées au regard des défendeurs, elles ont, en ce qui concerne la succession Reinach et ses créanciers, un caractère essentiellement conservatoire ;

» Que toutes les circonstances de la cause et l'attitude même de Cornelius Herz en démontrent suffisamment l'urgence ;

» Que ladite instance rentre dès lors dans la catégorie des actes permis, et même prescrits à l'administrateur judiciaire par les ordonnances et jugements ci-dessus rapportés. »

De même, en cas de pluralité d'héritiers bénéficiaires, si l'un d'eux avait été chargé par le tribunal d'administrer toute la succession, il pourrait intenter seul les actions héréditaires, ses cohéritiers conservant le droit d'intervenir dans les instances formées par lui ou contre lui. (Bordeaux, 9 mars 1861 ; *Pandectes françaises, verbo* : Succession, n° 4213.)

Pour éviter toute difficulté, les créanciers qui demandent la nomination d'un administrateur, prennent toujours soin d'assigner l'héritier, afin qu'il ne puisse pas ultérieurement soutenir qu'il ne connaît pas l'administrateur et que celui-ci agit sans qualité. L'héritier, étant mis en cause, consentira généralement ; en tout cas il ne pourra plus se retrancher

derrière son ignorance des fonctions conférées à l'administrateur. S'il refuse, on sera placé en face de l'alternative suivante : ou bien le tribunal reconnaîtra cette résistance fondée, et la mission du mandataire sera du même coup terminée ; ou bien les magistrats passeront outre les protestations de l'héritier. Dans ce cas, l'administrateur obtiendra les pouvoirs que les créanciers sollicitaient pour lui ; l'héritier ne peut plus lui faire d'abstraction. la situation ne peut plus engendrer aucune difficulté, le mandataire pourra donc exercer librement tous les pouvoirs dérivant de la décision qui a été rendue contrairement à la volonté de l'héritier. Si les pouvoirs reconnus à l'administrateur par le tribunal sont très larges, les opérations de la liquidation marcheront plus rapidement. Si, au contraire, ces droits ont été limitativement énumérés, et que les circonstances commandent, par la suite, de les augmenter, le mandataire devra demander de nouvelles autorisations au tribunal en mettant l'héritier en cause. (LACON, p. 238; comparez BAUDRY et WAHL, n^{os} 1516 et 1517 avec quelques réserves.)

Certains tribunaux ont voulu faire de l'administrateur une sorte de coadjuteur de l'héritier ; ainsi, un jugement a nommé un administrateur à l'effet « d'administrer tant activement que passivement, en conséquence requérir la levée des scellés, faire procéder aux opérations de l'inventaire, le tout en présence de l'héritier ou lui dûment appelé, recevoir collectivement, et sur leurs quittances collectives, toutes sommes et valeurs dépendant de la succession, recouvrer toutes créances, exercer au nom de qui de droit toutes actions et y défendre devant toutes les juridictions, vérifier toutes créances, établir tous comptes, faire procéder à toutes réalisations de meubles et d'immeu-

bles, toucher collectivement tous prix, donner toutes quittances et mainlevées, consentir toutes radiations et généralement faire le nécessaire pour parvenir à la liquidation de la succession ». (Trib. Pithiviers, 12 mai 1887, et Orléans, 19 mai 1888 ; D. P. 89, II, 205.)

Une gestion collective ainsi organisée ne paraît offrir que des inconvénients à l'héritier, entravera à chaque instant la liquidation et l'administrateur sera désarmé devant la résistance de son co-gérant (voir *supra*). Il convient cependant de remarquer que la jurisprudence donne en ce cas à l'administrateur, dont elle fait le collaborateur de l'héritier, le droit d'exercer seul toutes actions, au nom de qui de droit.

Parmi toutes les difficultés que soulève la question de l'administration judiciaire, la plus délicate assurément consiste à se demander si le mandataire choisi possède les pouvoirs nécessaires pour opérer une liquidation collective de la succession et régler le passif en proportion des droits de chacun. Si l'administration judiciaire engendre ce résultat, ce sera assurément son utilité dominante.

Quand on examine cette question au point de vue du droit pur, sous l'empire des traditions et aussi des textes positifs contemporains, il paraît difficile d'accorder ce pouvoir à l'administrateur ; sinon, il y aurait contravention manifeste aux deux dispositions de l'article 808 du Code civil, qui décident : a) que, s'il y a des créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglée par le juge ; b) qu'en l'absence d'opposants l'héritier paie les créanciers et les légataires à mesure qu'ils se présentent. Imposer à tous les intéressés un règlement au marc le franc semble donc absolument contraire aux prescriptions de la loi ; le législateur

a voulu établir une différence profonde entre le régime de la faillite et celui de l'acceptation bénéficiaire; il a entendu laisser celle-ci sous l'application des principes de la déconfiture. Les mandataires chargés par justice d'administrer les biens de la succession ne peuvent donc, en dehors du consentement des créanciers répartir l'actif entre ceux-ci, en dépit de ce que procurerait à tous une liquidation proportionnelle conforme à la justice. Ce mode de règlement ne devient valable que de l'adhésion des ayants droit.

Heureusement, la pratique, dont tous les efforts tendent à obtenir ce résultat, a employé des procédés qui permettent d'obtenir, et même quelquefois de contraindre, le consentement des créanciers en vue d'arriver à un résultat équitable. Comprenant que l'incohérence des poursuites individuelles est une des lacunes les plus regrettables de l'organisation du bénéfice d'inventaire, les praticiens s'attachent à éviter l'inégalité dans la répartition.

La grande objection contre l'extension du régime suivi dans la faillite, c'est la disposition de l'article 808; mais cette objection disparaît immédiatement si l'on réfléchit que ce texte est édicté en faveur des créanciers *opposants*; ils sont donc les maîtres de renoncer à son application et de régler la situation d'une manière plus conforme à l'équité; s'ils prennent ce parti, l'administrateur est véritablement leur mandataire pour l'apurement du passif, et rien n'est plus légitime que la répartition proportionnelle à laquelle ils procèdent.

Contre cette solution, on objecte encore que c'est un devoir pour le liquidateur de la succession bénéficiaire, aux termes de l'article 808, de payer les créanciers au fur et à mesure qu'ils se présentent, dès lors qu'il n'y a plus d'opposants. Cette objection ne paraît

pas mieux fondée; en fait il y aura toujours des opposants. Le mot opposition est interprété, en effet, avec un sens très large en matière d'acceptation bénéficiaire, et on entend par créanciers opposants tous ceux qui, par un acte quelconque, se prétendent créanciers de la succession et déclarent interdire tout paiement effectué à leur préjudice. (BAUDRY et WAHL, n° 1410.) L'opposition des créanciers au paiement des dettes d'une succession bénéficiaire n'est soumise à aucune forme déterminée; elle résulte de tout acte établissant la volonté du créancier d'être remboursé (Cour de Douai, 24 janvier 1901; D. P. 1902, II, 302). L'opposition, exigée par l'article 808, peut résulter notamment des diligences faites par les créanciers à l'effet de faire nommer un administrateur provisoire des biens de la succession (Req., 19 décembre 1894; D. P. 95, I, 193).

L'administrateur pourra donc, en tenant comme opposants tous les créanciers qui se seront révélés à lui, obtenir leur consentement en leur montrant les avantages d'une répartition amiable au marc le franc, et, en pratique, il obtiendra facilement les délais nécessaires pour être renseigné sur tous les créanciers et attendre les retardataires, par la menace, adressée aux opposants, de déposer à la Caisse les fonds qu'il détient. Les créanciers redouteront, en effet, que le dépôt à la Caisse ne leur permette jamais d'obtenir autant que dans une répartition amiable; en tout cas, ils seront obligés d'attendre longtemps le versement de ce qui leur revient. Cette crainte leur sera inspirée par une pratique de la Caisse, qui considère la remise de la liste des créanciers (remise qui lui est faite par l'administrateur), comme valant opposition de la part de tous ceux qui y figurent, alors même que ceux-ci n'ont tenté aucune démarche pour prati-

quer opposition ou seulement pour se faire connaître à l'administrateur. Malgré leurs intentions, les créanciers seront ainsi contraints de provoquer une contribution judiciaire et de subir un marc le franc (art. 556 et suiv., Code de procédure civile).

La menace adressée par l'administrateur aura donc pour conséquence de vaincre les résistances les plus opiniâtres et de décider l'unanimité des créanciers et des légataires à accepter une répartition proportionnelle.

La jurisprudence, désireuse d'encourager ici l'initiative des administrateurs, leur accorde d'ailleurs les plus grandes facilités pour arriver à ce résultat. Souvent, elle les autorise à attendre, avant de procéder au règlement, les créanciers qui n'ont pas encore manifesté leur volonté; elle leur prescrit même quelquefois de faire de la publicité pour que tous les intéressés puissent se révéler à bref délai. (Trib. Seine, 26 décembre 1895; *Le Droit*, 13 janvier 1896.) Ainsi stimulés par les tribunaux eux-mêmes, les administrateurs se préoccuperont d'obtenir, avec le consentement des divers ayants droit, une répartition proportionnelle et équitable de l'actif successoral. Mais les tribunaux ne sauraient aller plus loin; ils ne pourraient autoriser l'administrateur d'une succession bénéficiaire, notamment par une ordonnance de référé, à faire, sans le consentement des créanciers, la distribution des dividendes. L'opposition d'un seul créancier suffit pour qu'il y ait lieu de procéder à une distribution par contribution judiciaire. (Bordeaux, 25 août 1880, *Rec. arrêts Bordeaux*, 1880, p. 321; *Pandectes fr., verbo.: Administrateur provisoire*, n° 156.)

L'administrateur désigné par la justice serait-il un des héritiers bénéficiaires, la solution serait la même. S'il liquide, c'est par l'effet de sa vocation héréditaire

qui est indélébile, et non en vertu d'un mandat de justice qui pourrait lui être retiré. En substituant un régime de liquidation au régime bénéficiaire, les tribunaux civils commettraient un excès de pouvoir analogue à celui commis par les tribunaux consulaires qui substitueraient une liquidation à une faillite. (Lyon, 27 février 1878; *Recueil arrêts Lyon*, p. 454; *Pandectes*, précité, § 158.)

Le concours de tous les créanciers est donc indispensable.

S'adressant à l'héritier, l'administrateur lui montrera qu'avec les poursuites successives et opiniâtres de chaque créancier, les biens de la succession seront plus facilement dilapidés, et les chances sur lesquelles l'héritier pouvait encore compter de garder un boni à la fin de la liquidation seront singulièrement compromises. Les créanciers seront à leur tour convaincus de l'inutilité et de l'injustice des poursuites individuelles en réfléchissant qu'avec une réalisation précipitée de l'actif beaucoup risqueront de n'être pas payés, tandis qu'un règlement conduit avec ordre et proportionnalité aurait sauvé la majorité du désastre et procuré à chacun au moins une fraction de ses droits. Dès lors les créanciers, réunis sous la convocation de l'administrateur, signeront un arrangement par lequel ils s'engageront à accepter un dividende partiel. Cette acceptation autorisera immédiatement l'organisation d'une répartition proportionnelle. Elle interviendra facilement dès lors que le dividende annoncé par l'administrateur dépassera 30 p. 100. (LACOIN, p. 360.)

Voici un modèle des formules qu'emploient les administrateurs pour convoquer les créanciers et obtenir leur adhésion :

Paris, le .

X....., administrateur judiciaire près le tribunal civil de la Seine.

En ma qualité d'administrateur judiciaire, fonction à laquelle j'ai été nommé par décision rendue par le tribunal civil de la Seine le....., j'ai l'honneur de vous prier, dans le cas où vous seriez créancier de....., de vous présenter à mon cabinet dans la huitaine, muni de vos titres de créance et d'un bordereau de production (qui peut être établi sur papier non timbré) indiquant le détail de votre créance en principal, intérêts et frais. Le bordereau de production devra être certifié sincère et véritable, signé par vous et contenir adhésion à la répartition qui sera tentée par moi, proportionnellement et au marc le franc, entre les créanciers. En cas de non-adhésion, le reliquat de mon compte d'administration serait déposé à la Caisse des dépôts et consignations. Faute par vous d'avoir produit dans la huitaine, vous serez considéré comme n'étant pas créancier et ne pourrez prendre part à la répartition.

L'envoi de cette formule, généralement par lettre recommandée, est accompagné le plus souvent d'avis insérés dans les journaux d'annonces légales et enjoignant aux créanciers de se présenter dans la huitaine. Il paraît que les avantages de ce procédé sont remarquables. « Ceux qui ne voient pas, écrit M. Lacoïn, de près comment fonctionnent les organes judiciaires de la machine sociale et ce qui en détermine le mouvement ou l'arrêt, ne sauront jamais ce que semblable formule rend de services. Tout le monde connaît la faillite, de réputation au moins. Le grand avantage de la circulaire imprimée, qui calque celles envoyées en cas de faillite, est de faire voir aux créanciers que la situation où se trouve leur débiteur ressemble beaucoup à la faillite. Ils ne se rendent pas compte que le mot et l'idée de forclusion sont bien hardis en matière de déconfiture, en présence de l'article 809 du Code ci-

vil et ils produisent à bref délai, comme la circulaire les y invite. » (Lacom, p. 363.) L'envoi de cette formule aura donc pour résultat l'organisation d'une répartition proportionnelle, suivie de la délivrance de bordereaux de répartition comme en cas de faillite.

D'ailleurs, si l'emploi de ce procédé n'avait pas suffi, l'administrateur ne manquerait pas de recourir à une autre formule ainsi conçue :

Avis est donné aux créanciers de..... que M. X....., administrateur, après avoir tenté inutilement la répartition amiable de l'actif en dépendant et réalisé par lui, a déposé à la Caisse des dépôts et consignations le....., sous le n°..... du récépissé, la somme de....., représentant le solde de son compte d'administration.

Devant cette menace d'une distribution judiciaire, la résistance des plus difficiles sera ordinairement vaincue.

Toutefois, il demeure indispensable d'obtenir l'adhésion des créanciers pour la validité de ce mode de répartition. S'il était passé outre à l'adhésion des ayants droit, l'application faite ainsi à tort du régime collectif à la succession bénéficiaire engendrerait la responsabilité de l'administrateur. Il en serait ainsi, notamment, si le mandataire passait outre la résistance d'un créancier sur les titres duquel il s'est trompé, ou s'il admettait par erreur à la répartition des personnes dépourvues de la qualité de créancier. Une autre cause de responsabilité serait le paiement effectué par l'administrateur au mépris d'une opposition régulière. Il s'exposerait encore à des dommages-intérêts si, dans le but de contraindre à un dividende proportionnel tous les créanciers héréditaires, il refusait de payer ceux qui se présentent, alors qu'il n'y a pas d'opposants et qu'il ne manque pas de fonds disponibles.

Le seul mode de contrainte auquel il soit permis de recourir, en vue d'amener tous les créanciers à adhérer à un règlement amiable, c'est le dépôt par l'administrateur des fonds à la Caisse des dépôts et consignations. En effet, la Caisse des consignations, d'après une pratique déjà indiquée, considère que la liste des créanciers remise par l'administrateur vaut opposition de la part de tous ceux qui y figurent ; par suite elle refuse de se dessaisir des fonds en l'absence des prétendus opposants. C'est donc à une contribution qu'ils sont désormais soumis et ils subissent, contre leur volonté, le marc le franc qu'ils comptaient éviter. De plus, ils ne sont payés qu'après un temps beaucoup plus long, et, de ce chef, ils subissent évidemment un préjudice. Le procédé de la consignation ne serait dénué d'efficacité que si l'administrateur ou la Caisse refusait de payer un créancier agissant en vertu d'une saisie-arrêt validée et passée en force de chose jugée, car on sait que ce jugement transporte au saisissant la propriété des sommes saisies, à l'exclusion de tous autres créanciers. (DALLOZ, supplément ; *verbo* : *Saisie-arrêt*, 156.)

Dans toutes les autres hypothèses, la menace de la consignation aboutit nécessairement à l'organisation d'un règlement amiable, et le procédé ainsi employé par les administrateurs est absolument correct, à la condition qu'il y ait des créanciers opposants. La jurisprudence ne les oblige en effet à payer chaque ayant droit à mesure qu'il se présente qu'en l'absence d'opposition ; c'est ce qu'on peut induire de l'un des arrêts rendus les derniers à notre connaissance (Riom, 10 mai 1897 ; *Gaz. Palais*, 23 juin 1897), d'après lequel « la disposition de l'article 808, § 2, est applicable même au cas où l'héritier a connaissance de l'existence des créances nombreuses contre la succession

et de leurs titulaires, cette simple connaissance ne pouvant équivaloir à une opposition en l'absence de toute réclamation de la part des créanciers. En conséquence lorsque l'héritier bénéficiaire a payé à un certain nombre de créanciers de la succession une quote-part de leurs créances, ceux qui n'ont rien touché ne sauraient réclamer aux premiers la restitution des deniers touchés par ces derniers pour être distribués par voie de contribution avec leur concours, sous le prétexte que l'héritier bénéficiaire connaissait l'existence de leur créance au moment où il a effectué ces paiements partiels ». Telles sont les limites dans lesquelles la jurisprudence autorise l'administrateur à répartir l'actif réalisé au marc le franc entre les ayants droit. Une amélioration est ainsi apportée, au cas de nomination d'un administrateur, au régime de poursuites individuelles sous lequel le Code civil a laissé le patrimoine du défunt.

Cette pratique, qui a été souvent critiquée comme ne reposant sur aucun texte, offre du moins l'avantage d'aboutir à des résultats satisfaisants pour l'ensemble des créanciers ; elle est évidemment plus conforme à la justice que la possibilité des poursuites individuelles grâce auxquelles les premiers informés ou les plus âpres à réclamer reçoivent seuls leur paiement. (DUPIN, thèse, p. 91, LACON, p. 359.)

Enfin, la jurisprudence reconnaît à l'administrateur le droit de solliciter lui-même du tribunal la prolongation de ses pouvoirs lorsque ceux-ci n'ont été accordés que pour une durée déterminée et que ni les créanciers, ni les héritiers ne font diligence à cette fin. Il en est ainsi alors même que, l'actif successoral étant réalisé, l'administrateur demande une prorogation de pouvoirs dans le but de tenter une répartition amiable. (Trib. civil de la Seine ; Cham-

bre du conseil, 10 novembre 1905, 22 juin 1906, 15 février 1907, 3 avril 1908, 23 juillet 1909, décisions non publiées ; affaire Duez, succession Souchon.)

Si la succession, pourvue d'un administrateur judiciaire, avait été recueillie par plusieurs héritiers, dont les uns l'avaient acceptée purement et simplement et les autres bénéficiairement, l'activité de l'administrateur, déterminée ainsi qu'il vient d'être indiqué, s'exercerait-elle sur l'ensemble du patrimoine ? Il a été jugé par la Cour de Paris, 5 juin 1891 (S. 93, II, 119 ; D. P. 92, II, 229) que la gestion de l'administrateur comprenait la totalité des valeurs indivises, et cela se conçoit, le rôle de l'administrateur n'étant possible et utile que s'il englobe la totalité de l'hérédité. Cependant M. Planiol ne partage pas cette opinion ; il estime que les héritiers purs et simples ne sont tenus d'aucune obligation envers les créanciers héréditaires, et leur inaction ne peut autoriser le juge à les dépouiller de la gestion des biens dont ils sont propriétaires sans aucune restriction. Lorsque la condition des divers héritiers n'est pas la même, il y aura donc lieu de commencer par le partage, sauf à soumettre ensuite la part de chacun d'eux aux règles spéciales qui le concernent. (Note D. P. 1894, II, 81.) Mais que deviendra l'hérédité jusqu'au partage, et n'est-ce pas surtout pendant cette période que se comprend et s'impose le rôle d'un administrateur ?

Cette revue rapide des actes permis aux administrateurs, et l'examen du rôle qui leur est attribué par la jurisprudence permettent de caractériser leur situation en reconnaissant qu'ils forment une corporation des plus utiles et des plus importantes auprès des grands tribunaux. Tout en agissant à leurs risques et périls, sous le contrôle de la justice, ils rendent des services signalés aux créanciers et aux héri-

tiers eux-mêmes ; ils exercent à cet égard un rôle social aussi indispensable que celui des notaires et des avoués, sans avoir, comme ces derniers, la qualité d'officiers ministériels. Jouissant du prestige d'une mission de justice, ils voient leurs conseils aisément écoutés, leurs indications volontiers suivies par toutes les personnes qu'intéresse l'apurement de la succession bénéficiaire et les créanciers sont généralement les premiers à reconnaître que, sans le secours des administrateurs, la liquidation serait très souvent mal conduite.

Soumis à une responsabilité d'autant plus lourde que leurs fonctions ne sont pas nettement déterminées par la loi, les administrateurs ont droit à des honoraires et ils peuvent en réclamer le paiement en justice, au cas où le règlement n'aurait pu avoir lieu à l'amiable. Jugé à cet égard, à tort selon nous, que, si la disposition de l'article 319 du Code de procédure civile ne vise que les experts, il y a lieu, par analogie, de l'appliquer aux administrateurs séquestres, qui, comme les experts, reçoivent mandat de la justice et collaborent à son administration, les raisons de leur délivrer exécutoire étant les mêmes ; il est juste en effet qu'ils puissent, sans être obligés de recourir aux tribunaux, recouvrer leurs honoraires. (Trib. civ. de Bordeaux, 24 janvier 1900, *Gaz. Palais*, 1900, I, p. 710.)

Le droit commun doit recevoir ici son application. (Chambéry, 15 juillet 1890, précité ; Lyon, 15 mars 1889 ; *Gaz. Palais*, T. Q. 1887, 92, séquestre, § 19.) Mais les administrateurs sont réduits au rang de créanciers chirographaires de leurs débiteurs et il ne semble pas qu'ils puissent invoquer une sûreté, par exemple le droit de rétention ou le privilège de celui qui a fait des avances pour la conservation de la chose, en garantie du règlement de leurs salaires.

Leurs honoraires sont entièrement soumis à l'appréciation du tribunal et ils sont assujettis à la taxe du président ; mais cette taxe correspond plutôt à une simple fixation des honoraires qui sont alloués aux mandataires. La Chambre du conseil est incompétente pour statuer sur une demande en réduction de ces honoraires. (Trib. civ. Seine, 24 novembre 1883 ; *Gaz. Palais*, 1884, II, 169.) Il n'existe pas de tarif officiel des honoraires des administrateurs et le tarif du 16 avril 1807 leur est inapplicable. (Chambéry, 15 juillet 1890, précité.) Toutefois, un usage s'est établi auprès du tribunal de la Seine, d'après lequel le tarif des honoraires varie selon la nature des valeurs recouvrées.

Voici les chiffres des émoluments accordés par ce tarif officieux mais toujours suivi dans la pratique du tribunal civil de la Seine.

RECETTES.

NATURE DES OPÉRATIONS.	RECETTES.
1° Deniers comptants ou sommes en dépôt.	3 % jusqu'à 2.000. 2 % de 2.000 à 5.000. 1 % de 5.000 à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au-dessus.
2° Prix d'Immeubles.	1 % jusqu'à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au-dessus.
3° Prix de Ventes mobilières.	3 % jusqu'à 10.000. 1 % de 10.000 à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au-dessus.
4° Prix de Vente de Fonds de Commerce.	3 % jusqu'à 10.000. 1 % de 10.000 à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au dessus.
5° Vente de Créances.	3 % jusqu'à 10.000. 1 % de 10.000 à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au-dessus.
6° Loyers recouvrés..... 7° Arrérages de valeurs.... 8° Recouvrements de Fac- tures..... 9° Recouvrements de Traités 10° — de Créan- ces.....	3 %
11° Vente de Valeurs Mobi- lières.....	2 % jusqu'à 10.000. 1 % de 10.000 à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au-dessus.
12° Recouvrement de Fac- tures..... Traités et créances à l'étran- ger.....	5 % jusqu'à 10.000. 3 % au delà.
13° Valeurs au Porteur.	25 fr. jusqu'à 5.000. 0 50 % de 5.000 à 50.000. 0 25 % de 50.000 à 100.000. 0 10 % au-dessus.

DÉPENSES.

NATURE DES OPÉRATIONS.	DÉPENSES.
Païement et répartition aux Créanciers.	2 %
Païement intégral aux Créanciers.	1 %
Délivrance de Legs et Païement des droits de Mutation.	1 % jusqu'à 10.000. 0 50 % jusqu'à 100.000. 0 25 % au-dessus.
Emplois de Fonds et achats de Titres ou Valeurs.	1 % jusqu'à 100.000. 0 50 % de 100.000 à 1.000.000. 0 25 % au dessus.

Des honoraires peuvent être alloués à l'administrateur, en dehors de ceux prévus au tarif ci-dessus; les juges du fond ont un pouvoir souverain d'apprécier les difficultés rencontrées par le mandataire dans l'accomplissement de sa tâche et de fixer le salaire qui lui est dû. (Cass., Req., 8 janvier 1890; D. P. 1890, I, 105.)

Tout ce qu'on peut dire, c'est que le salaire doit être proportionné à l'importance des opérations accomplies, à leur durée, aux difficultés qu'elles ont suscitées, en même temps qu'à la situation et aux facultés des débiteurs (LACON, p. 371); mais, en aucun cas, ces honoraires ne sauraient consister en l'abandon, à titre forfaitaire, d'une quote-part de l'actif successoral.

CHAPITRE V

Fin de la mission de l'administrateur judiciaire. — Comparaison de sa situation avec celle de l'héritier bénéficiaire et avec la mission de certains autres mandataires de justice.

§ I. — FIN DE LA MISSION DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

En principe, l'administrateur devra cesser ses fonctions lorsqu'il aura réalisé les biens héréditaires et réparti entre les créanciers le prix qui en provient. C'est, en effet, d'un mandat qu'il est chargé, et le mode normal d'extinction du mandat est sa complète exécution. Mais qu'arriverait-il si, ultérieurement, de nouveaux biens héréditaires étaient découverts ?

1° Ces biens tomberaient évidemment sous la gestion de l'héritier et, la mission confiée à l'administrateur étant terminée, les créanciers non entièrement désintéressés ne pourraient plus compter sur ce nouvel actif pour le comprendre dans leur gage. (BAUDRY et WAHL, n° 1521.)

2° La mission de l'administrateur peut être limitée à une époque déterminée, par exemple, au délai pendant lequel l'héritier bénéficiaire demeurera sans faire aucune diligence. (WAHL, note SIREY, 1893, II, 117, § 5, et LACON, p. 248.)

Dans ce cas, l'administrateur devra cesser ses fonctions dès que l'héritier lui signifiera sa volonté de prendre l'administration en mains et de liquider lui-même. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la

Cour de cassation du 17 janvier 1898 (*Le Droit*, 13 mars 1898; *Rép. notaires* 1898, p. 374; D. P. 1898, I, 217). Un administrateur avait été nommé pour réaliser un fonds de commerce et quelques objets mobiliers dépendant d'une succession. La durée de son mandat était limitée à la période pendant laquelle l'héritier ne ferait aucune diligence. L'arrêt décida qu'une fois la réalisation du fonds et des meubles opérée, l'administrateur n'était plus autorisé à se substituer à l'héritier dans sa gestion et commettait une faute lourde en interjetant un appel, faute de nature à motiver sa condamnation personnelle aux dépens de l'appel.

3° Les pouvoirs d'un administrateur nommé pour une opération déterminée prennent fin avec l'achèvement de cette opération. (WAHL, note citée.)

4° Cette administration cesserait naturellement par la mort de l'administrateur; elle ne passerait pas de droit à ses héritiers, le tribunal statuerait sur le remplacement du mandataire primitivement choisi.

5° La révocation des pouvoirs de l'administrateur faite par le tribunal, ou sa demande spontanée d'être relevé de ses fonctions, mettraient fin également à son mandat.

La révocation peut être demandée soit par les créanciers, soit par l'héritier bénéficiaire, mais le droit de réaliser l'actif successoral demeure entier entre les mains de l'administrateur, tant qu'aucun fait dolosif et préjudiciable à la masse des créanciers ne peut être établi à son encontre. Par suite, un créancier de la succession n'est pas recevable à demander, soit le remplacement de l'administrateur, soit même la mise en vente aux enchères publiques de créances dépendant de la succession à la diligence de ce dernier, sous peine de déchéance de son mandat, lorsque les cir-

constances n'ont cessé de justifier l'ajournement de cette réalisation et que l'administrateur ne peut encourir aucun reproche à cet égard. (Grenoble, 26 avril 1897 ; *Recueil des sommaires*, 1899, n° 3473.)

En cas d'urgence, le juge des référés peut ordonner le remplacement d'un administrateur dont les pouvoirs sont expirés depuis plusieurs mois, sans qu'il soit nécessaire que cet administrateur soit appelé à l'instance (Bordeaux, 29 juillet 1903 ; S. 1904, II, 235 ; *Gazette des tribunaux*, table quinquennale 1901-1905 ; *verbo* : Successions, n° 126) ; mais, il s'agit là de la substitution d'un administrateur nouveau à un précédent mandataire dans une même succession, et non d'une révocation. Cette substitution aboutira, il est vrai, à une instance contre le précédent administrateur, dans le cas où ce dernier refuserait de remettre les titres et valeurs de la succession qu'il pourrait détenir, ainsi que de rendre son compte d'administration : le juge des référés ne saurait ordonner de pareilles mesures. (Bordeaux, 29 juillet 1903, précité.)

Dans le cas où l'administrateur demande à être relevé de ses fonctions, comme les intérêts de tous les ayants droit à la succession se trouvent engagés, le tribunal aura à apprécier les motifs invoqués par le démissionnaire, et, s'il se désistait de ses fonctions sans raison sérieuse, il pourrait être l'objet d'un recours en dommages et intérêts.

6° Enfin, l'administration cesserait par la surveillance de l'héritier qui déclarerait accepter purement et simplement.

Ayant terminé sa gestion, l'administrateur rend son compte, qui sera établi d'après des règles analogues à celles qui s'appliquent au compte de l'héritier bénéficiaire. Comme pour ce dernier, le compte contiendra l'indication des recettes et des dépenses régulièrement

faites; l'un des éléments des dépenses consiste dans les honoraires auxquels il a droit, taxés par le président du tribunal. Il sera autorisé à porter en compte tous les frais qu'il a avancés, sauf ceux qui auraient été occasionnés par sa faute.

Cependant, certains auteurs estiment que, par application de l'article 1144 du Code civil et des principes du droit commun relativement à l'accomplissement des obligations de faire, les frais de l'administration judiciaire doivent être supportés par l'héritier, personnellement, lorsque cette mesure est motivée non par l'intérêt commun, mais uniquement par la faute ou la négligence de l'héritier (Jur. générale, suppl^e : Successions, § 635). D'autres soutiennent au contraire que, même en ce cas, la situation ne saurait être plus défavorable pour l'héritier que s'il abandonnait la succession de son plein gré, et qu'en conséquence les frais de l'administration judiciaire restent à la charge de la succession (BAUDRY et WAHL, II, 2163; Planiol, note; D. P. 1894, II, 81). A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque cette administration a été motivée par l'intérêt commun. Il a été jugé en ce sens que les frais de nomination de l'administrateur judiciaire ne doivent pas être laissés à la charge de celui qui les a provoqués, comme frustratoires. (Grenoble, 12 mai 1896; *Journal arrêts*, Grenoble et Chambéry, 1897, p. 22.)

Il convient de noter que, à la différence de l'héritier bénéficiaire, l'administrateur n'est jamais légalement subrogé aux créanciers qu'il a payés, et notamment au Trésor public, s'il a acquitté le montant des droits de mutation par décès, car il n'était nullement tenu du paiement de cette dette, pas plus d'ailleurs que du passif héréditaire en général, sur ses biens personnels. (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1520 et 2027.)

Le compte sera rendu aux mêmes personnes que celles à qui l'héritier bénéficiaire devrait justifier de ses opérations. (BAUDRY et WAHL, n° 1520.)

Le compte présenté aux créanciers devra être suivi d'un autre compte remis à l'héritier; celui-ci, étant propriétaire de la succession, a droit, en effet, au reliquat s'il en existe un. Sur ce compte devront figurer, comme dépenses, les sommes payées non seulement pour la succession, mais aussi en l'acquit de l'héritier personnellement. Mais il ne faudrait pas comprendre parmi les dépenses payées pour le compte de l'héritier les droits de mutation par décès, puisque, d'après la jurisprudence, ils ne restent pas à la charge de ce dernier (Cass., 24 juin 1857; S. 57, I, 401). En outre, l'héritier devra rembourser les sommes qui ont été versées pour son compte personnel, en vue de grossir l'actif formant le gage des créanciers (seulement, d'après l'observation qui vient d'être faite, les droits de succession ne forment pas une dette personnelle de l'héritier).

§ 2. — COMPARAISON DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE
ET DE L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE

L'administrateur judiciaire est investi d'une fonction analogue à celle de l'héritier bénéficiaire; toutefois, il y a une grande différence entre eux consistant en ce que l'un est propriétaire, tandis que l'autre est un simple mandataire. Par suite, les créanciers pourront requérir contre l'héritier bénéficiaire des mesures de précaution qui n'ont aucune raison d'être vis-à-vis du tiers administrateur; en effet, celui-ci n'étant pas propriétaire, n'est pas maître de disposer des biens à sa guise; il est tenu de se munir auparavant d'une autorisation de la justice. D'autre part, au contraire de

L'héritier bénéficiaire, l'administrateur cherchera à procurer aux créanciers l'avantage d'une répartition collective. L'héritier bénéficiaire, qui se désintéresse, en général, du sort des créanciers dès que la succession lui paraît manifestement mauvaisé, ne se préoccupera point d'obtenir l'assentiment des divers ayants droit à un règlement au marc le franc; il est toujours couvert par la disposition de l'article 808, § 2, qui lui prescrit de payer tous les créanciers à mesure qu'ils se présentent, alors même qu'il serait informé de l'existence de dettes nombreuses. Cette différence dans la liquidation constitue même la supériorité de la réalisation des biens par un mandataire de justice.

Ces observations générales présentées, on peut ramener à six les différences qui séparent l'administrateur judiciaire de l'héritier bénéficiaire :

1°. L'héritier bénéficiaire peut être astreint à fournir caution si les créanciers héréditaires en font la demande (art. 805 du Code civil); l'administrateur judiciaire en est dispensé; la surveillance du tribunal tient lieu de cette garantie.

2°. La gestion de l'administrateur et celle de l'héritier bénéficiaire sont renfermées, en principe, dans les mêmes limites; les actes qui excèdent les pouvoirs de l'un dépassent aussi les pouvoirs de l'autre; mais l'inobservation des formalités légales n'est pas réprimée par les mêmes sanctions dans les deux cas : elle entraîne pour l'héritier bénéficiaire la déchéance de son bénéfice; la sanction est tout autre pour l'administrateur. Quand il dépasse les bornes de son mandat, il accomplit un acte nul d'une nullité absolue; c'est, en effet, un mandataire de justice; or, les actes passés par un mandataire en dehors de ses pouvoirs sont nuls, et le mandant n'a pas besoin de les attaquer par voie de nullité; ils sont, à cet égard, *res inter*

alios acta, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord à cet égard (BAUDRY et WAHL, n° 1516). Il a été jugé, dans ce sens, que l'acte consenti par le mandataire en dehors des limites de son mandat n'est point seulement nul, mais doit être considéré comme inexistant, et que, par suite, le mandant n'a pas besoin de demander la nullité d'un tel acte dans le délai de dix ans (Cour d'appel de Savoie; D. P. 1855, II, 242). Il n'y a pas à parler de nullité en ce qui concerne l'héritier, puisqu'il est le maître du patrimoine; il est seulement déchu de la garantie qu'il avait voulu s'assurer.

3° Si l'héritier bénéficiaire n'est pas investi de la confiance des créanciers, ceux-ci peuvent, aux termes de l'article 966 du Code de procédure, faire surveiller sa gestion par un curateur au bénéfice d'inventaire qui sera chargé d'exercer un contrôle permanent sur les actes de l'héritier. Aucune mesure analogue n'est applicable à l'administrateur judiciaire, en raison de la sécurité qui résulte pour les créanciers de la surveillance de la justice.

4° L'administrateur judiciaire, étant salarié, ne bénéficie pas de la responsabilité atténuée qui est celle de l'héritier bénéficiaire (art. 804). L'héritier n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé; il ne répond, en d'autres termes, que des fautes qu'il ne commettrait pas dans la gestion de ses propres intérêts (BAUDRY et WAHL, n° 1458); il est traité avec autant de bienveillance parce que, en réalité, il administre son propre patrimoine. Au contraire, l'administrateur est tenu de sa faute légère, comme tout mandataire (même agissant gratuitement), et d'autant plus strictement qu'il touche un salaire (BAUDRY et WAHL, n° 1515). L'administrateur demeure donc toujours responsable de l'usage qu'il fait des

pouvoirs qui lui ont été confiés. Il serait répréhensible d'abord de ne pas observer les formalités légales ou de ne pas s'astreindre à se conformer à celles qui lui ont été imposées par la justice lors de sa nomination. Mais, même s'il passe un acte dans des conditions régulières, il sera responsable si, par suite des circonstances économiques dans lesquelles l'opération a eu lieu, elle a eu des conséquences préjudiciables pour la succession. En enfermant ses pouvoirs dans certaines limites, la justice a entendu lui tracer la série des actes qu'il pourrait accomplir, mais elle n'a nullement voulu le couvrir contre les suites de ses actes licites et l'affranchir de toute responsabilité à raison de leur inopportunité ou de la lésion qui en est résultée pour le patrimoine héréditaire. L'autorisation donnée par la justice n'a d'autre effet que de conférer aux tiers une sécurité absolue : ils sont à l'abri de tout recours des créanciers du défunt, du moment que l'acte n'excède pas les pouvoirs du mandataire, sauf, bien entendu, les cas de fraude et de collusion. La responsabilité est donc appréciée différemment vis-à-vis de l'héritier bénéficiaire et au regard de l'administrateur.

5° Il paraît superflu d'ajouter que l'administrateur judiciaire, n'étant pas, à la différence de l'héritier, propriétaire des biens successoraux, n'a, après l'apurement du passif, aucun droit sur l'excédent des recettes sur les dépenses ; ce sera à l'héritier qu'il devra remettre ce reliquat, et lui demandera d'apurer son compte.

6° L'administrateur ne peut, à la différence de l'héritier bénéficiaire, se prévaloir sur les biens héréditaires de la subrogation aux créanciers qu'il a désintéressés.

§ 3. — COMPARAISON DE LA SITUATION DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE ET DE CELLE DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE.

La situation de l'administrateur judiciaire, pour être mieux caractérisée, doit être comparée encore avec celle d'un autre mandataire de justice, l'administrateur provisoire, qui est désigné par le tribunal en cas de difficulté entre les héritiers, ou avant que ceux-ci soient mis à la tête de l'administration (BAUDRY et WAHL, n° 2081). Cet administrateur provisoire n'exerce, comme son nom l'indique, qu'une gestion d'une durée très brève.

Il est nommé dans les hypothèses suivantes :

1° En cas de contestation sur la dévolution ou l'administration d'une succession (DALLOZ, *Répertoire ; verbo* : Successions, n° 487), ou même si une contestation de ce genre est seulement à craindre (trib. civil Nancy, 19 février 1895 ; D. P. 1895, II, 443). De même, s'il s'élève une contestation sur la validité d'un testament instituant un légataire universel, un administrateur provisoire peut être nommé jusqu'à ce que cette contestation soit tranchée. (BAUDRY et WAHL, n° 2087.)

2° Si certains héritiers sont absents, ou incapables, ou inconnus (Bordeaux, 22 novembre 1870 ; S. 1871, II, 90 ; Paris, 8 novembre 1892 ; D. P. 1893, II, 248). Sans doute, l'absence des héritiers, ou la circonstance qu'il n'y a pas d'héritier connu, aboutissent normalement à la nomination d'un curateur aux successions vacantes, qui est un mandataire légal et non pas un mandataire commis par justice (art. 811, Code civil) ; mais si les conditions de la vacance ne sont pas réunies, et si les intéressés sont simplement dans

l'incertitude au sujet de l'acceptation de la succession, la nomination d'un administrateur provisoire doit être requise par eux. (BAUDRY et WAHL, n° 2083.)

Fréquemment, lorsqu'il y a lieu de supposer qu'une succession ne sera pas réclamée par les héritiers à l'expiration des délais, le procureur de la République, sur l'instigation de l'administration des Domaines qui, prévoyant que la succession peut devenir vacante, veut sauvegarder ses droits, demande au tribunal la désignation d'un administrateur provisoire chargé de percevoir les fonds, de recouvrer les créances, de répartir l'actif entre les créanciers, et puis de rendre compte au receveur des Domaines, en déposant le reliquat à la Caisse des dépôts et consignations. La mission de cet administrateur provisoire ne doit pas être confondue avec celle du curateur à successions vacantes. « Si, à l'expiration des trois mois et quarante jours, les opérations ne sont pas encore terminées et paraissent devoir se prolonger, l'administration des Domaines provoque ordinairement, avec le concours du ministère public, un jugement qui déclare la succession vacante, et qui confère soit à l'administrateur provisoire lui-même, soit à une autre personne, la qualité de curateur dans les conditions de l'article 812. On procède alors, à partir de cette date, selon les règles du droit commun en matière de succession vacante. Le précédent administrateur, s'il n'est pas appelé à remplir les fonctions de curateur, rend alors son compte d'administration à ce dernier. » (HÉBERT, p. 37 et 38.)

La mission d'administrateur et celle du curateur sont donc nettement distinctes; le premier n'agit qu'avec des pouvoirs restreints et il doit pourvoir aux besoins les plus urgents, en attendant la nomination du curateur à qui il rendra ses comptes. Il est évident

qu'il n'y aurait pas lieu à une mesure de ce genre si les héritiers se chargeaient eux-mêmes de la gestion. (BAUDRY et WAHL, n° 2084.)

3° Il y a lieu encore à la nomination d'un administrateur provisoire, lorsque la succession est déférée à des successeurs irréguliers et que ceux-ci n'ont pas encore obtenu l'envoi en possession (BAUDRY et WAHL, n° 2085). Dans tous ces cas, l'administrateur sera désigné par le tribunal civil de l'ouverture de la succession (BAUDRY et WAHL, n° 2089), statuant en chambre du conseil, sur requête, ou sur assignation et en audience publique, selon que la demande sera faite d'accord par tous les intéressés ou qu'elle émanera seulement de quelques-uns, les autres contestant l'opportunité de cette mesure. Rien n'empêche que cette nomination soit faite en cas d'urgence par le juge des référés, et même par le président du tribunal sur simple requête, car il ne s'agit pas d'une mesure préjugéant le fond. En toute hypothèse, la décision n'a pas besoin d'être motivée, le tribunal jouissant ici d'un pouvoir discrétionnaire.

Mais de qui peut émaner cette demande en nomination d'un administrateur provisoire ? De tous les intéressés. C'est-à-dire que :

1° Les héritiers peuvent la former (BAUDRY et WAHL, n° 2063). Sans doute, ils ont le droit d'administrer, mais comme cette mesure sauvegarde les droits des héritiers subséquents, qui ne peuvent s'immiscer dans la gestion tant que les héritiers du premier rang n'ont pas renoncé, il n'y a aucun inconvénient à admettre cette initiative. Toutefois, la jurisprudence a dû réagir contre un abus et empêcher que les héritiers ne cherchent dans la nomination d'un administrateur un détour qui les dispense de prendre parti. Il est arrivé, notamment, que des tuteurs pré-

tendaient s'exonérer ainsi de toute responsabilité relativement aux successions échues à leurs pupilles et s'abriter derrière un administrateur provisoire, dont ils sollicitaient le maintien en fonctions jusqu'à la majorité de l'héritier. Les tribunaux ont déjoué ces fraudes, en raison du préjudice qui en résulte pour les mineurs. Ceux-ci sont, en effet, grevés des frais occasionnés par le paiement du mandataire, tandis que la gestion du tuteur est gratuite. (Décisions de la chambre du conseil du tribunal de la Seine des 1^{er} août, 21 octobre 1891; LACON, p. 68.)

2° La même mesure peut être provoquée par les successeurs irréguliers, c'est-à-dire dans une certaine opinion (voir PLANIOL, t. III, 4^e édition, n^{os} 1944 à 1950) par les père et mère naturels et les frères et sœurs naturels, dans l'hypothèse de l'article 766, et, en tout cas, par le conjoint survivant.

3° Par toutes autres personnes qui, en vertu du testament ou de contrats quelconques, ont des droits à exercer sur la succession, notamment pour les légataires universels jusqu'au jour où ils auront pu obtenir l'envoi en possession.

4° Enfin, par l'exécuteur testamentaire, qui, après l'expiration de l'an et jour de sa saisine, tient à rendre son compte.

D'autres intéressés, tel qu'un créancier (en vue d'assurer la conservation de son gage), ou un débiteur (qui aurait intérêt à se libérer d'une dette parvenue à échéance) pourraient également provoquer la nomination d'un administrateur provisoire. (LACON, p. 70.)

De quels pouvoirs dispose cet administrateur ? Ils sont très restreints, car sa mission est essentiellement provisoire, puisqu'un régime différent va intervenir à brève échéance, soit que les héritiers connus se décident à prendre parti, soit que les héritiers inconnus se

révèlent, soit qu'il y ait déclaration de vacance, soit, enfin, que les contestations en prévision desquelles il avait été désigné, aient reçu une solution. Dès lors, les pouvoirs de l'administrateur seront nécessairement des plus réduits. Ils ne dépasseront pas le cercle des actes de pure administration (Bourges, 16 juin 1902 ; *Pand. fr.* 1903, II, 288). Le président ou le tribunal se borneront à autoriser les actes d'administration urgents qui concorderont seuls avec le but de la nomination, à savoir la conservation et la constatation de l'actif héréditaire. Comme il suffit de rester dans ces limites et de parer aux nécessités de la gestion, le rôle de l'administrateur sera de dresser un inventaire, de disposer les valeurs en lieu sûr (à la Caisse des consignations) de toucher les revenus, de vendre les meubles sujets à dépérissement, de gérer les immeubles, d'intenter les actions urgentes (mais il n'a pas, par analogie avec l'article 112, le pouvoir d'intenter les actions qui ne présentent pas ce caractère ; il n'a même pas qualité pour poursuivre en justice les débiteurs) ; de donner à bail les immeubles du défunt d'après les usages locaux, de faire les réparations d'entretien ; en un mot, il doit pourvoir à tous les actes urgents dont l'omission compromettrait le patrimoine héréditaire ou entraînerait le dépérissement des biens. (Amiens, 26 mai 1879 ; D. Rép. supplément, *verbo* : Successions n° 1632.)

En ce qui concerne les titres et valeurs trouvés par les administrateurs dans la succession, une instruction du président du tribunal civil de la Seine leur prescrit de déposer à la Caisse des dépôts et consignations toutes les valeurs qui leur sont remises ; un désir exprimé par les parties ne saurait les dispenser de cette obligation. (BAUDRY et WAHL, n° 2096, note 4, n°s 2091 à 2099 ; trib. civ. Seine, 15 février 1894 ;

Gaz. Palais, 94, II, 157 ; Cass., 10 février 1889 ; S. 89 ; I, 296.)

En fait, les tribunaux ont quelquefois une tendance à élargir notablement les fonctions des administrateurs, à leur confier même le soin de répartir l'actif, quoique cette dernière opération ne concorde pas avec les intérêts d'ordre essentiellement provisoire pour la satisfaction desquels l'administrateur a été nommé. C'est ce qui résulte, par exemple, de la formule suivante usitée au tribunal de la Seine.

« Nomme X... administrateur des biens de Y... lui donne tous pouvoirs pour les gérer tant activement que passivement, pour faire apposer les scellés, en requérir la levée, faire inventaire, se mettre en possession de l'actif, recevoir et donner seul quittance et décharge de toutes sommes, capital et intérêt ; recouvrer tous loyers et fermages, faire toutes locations, donner et accepter tous congés, acquitter toutes charges privilégiées et autres, prendre toutes les mesures conservatoires, faire tous actes utiles au mieux des intérêts de chacun, sauf en tout à rendre compte quand et à qui il appartiendra. » (LACON, p. 73.)

Un arrêt de Bordeaux, en date du 22 novembre 1870, décide plus justement que, lorsqu'il y a nécessité de pourvoir à l'administration des biens d'une succession à raison de l'absence de plusieurs héritiers, le tribunal, en chambre du conseil, a le droit de nommer un administrateur provisoire et de lui conférer les pouvoirs de recevoir les capitaux, d'en donner décharge et de consentir la mainlevée des hypothèques. (D. P. 1872, II, 8.)

En un mot, tout ce qui est indispensable pour reconstituer l'actif de la succession doit être permis à l'administrateur ; c'est ainsi que « l'autorisation, donnée à l'administrateur provisoire d'une succession,

de prendre toutes les mesures conservatoires nécessaires ayant un caractère d'urgence, comporte le droit de mettre obstacle aux actes d'un débiteur de cette succession, dont le but serait de faire passer sur la tête de sa femme, pour les soustraire à l'action de ses créanciers, des immeubles acquis en réalité par lui et payés de ses deniers ». L'administrateur provisoire a toujours qualité pour demander le redressement d'actes d'acquisition d'immeubles placés fictivement sous le nom de la femme du débiteur présumé de la succession, sans avoir besoin de justifier d'une créance actuelle et certaine. L'administrateur provisoire d'une succession ne peut, quels que soient ses pouvoirs, accomplir que les actes urgents d'administration proprement dite, et il ne saurait, dès lors, retirer des valeurs déposées à la Banque de France ou déplacer des fonds placés sur hypothèque, si les ayants droit s'y opposent, lorsqu'il a, d'ailleurs, entre les mains des sommes suffisantes pour couvrir les dépenses de sa gestion. (Note DALLOZ 1887, II, 27.)

Mais, lorsque les opérations envisagées dépassent nettement la portée d'actes d'administration, la justice refuse aux administrateurs le pouvoir d'y procéder. Il est déjà douteux qu'ils aient la possibilité de transiger (voir, toutefois, trib. civ. Seine, 23 janvier 1850 et 27 mai 1853, cités par BERTIN; *Ch. du conseil*, 3^e édition, tome II, n° 1269, et 20 février 1896, cité par LACON, p. 78); mais il est certain qu'ils ne peuvent obtenir de la justice l'autorisation d'aliéner les immeubles, ni même les meubles, en dehors des cas d'urgence (BERTIN, *Ch. du conseil*, tome V, n° 1258; BAUDRY ET WAHL, n° 2093; LACON, p. 79).

Dans l'exécution de leur mandat, les administrateurs sont responsables; ils sont tenus de leurs fautes légères *in abstracto*, car ce sont des mandataires

salariés. La jurisprudence a considéré souvent qu'il y avait faute de la part de l'administrateur à conduire avec une lenteur excessive les opérations de gestion, et des dommages-intérêts seraient dus aux héritiers auxquels cette négligence, aurait été préjudiciable. (Paris, 9 mars 1893; *Gaz. Palais* 93, I, 70.)

La mission confiée à l'administrateur est nécessairement de brève durée; elle prendra fin :

1° Lorsque les héritiers se présenteront et accepteront la succession soit simplement, soit sous bénéfice d'inventaire; dans cette dernière hypothèse, la gestion d'un administrateur judiciaire pourra remplacer celle du premier mandataire; parfois ce sera la même personne, qui remplira les deux missions qui se succéderont sans interruption apparente aux tiers;

2° Lorsque l'Etat réclamera la succession à titre de deshérence;

3° Lorsque les délais seront expirés sans qu'aucun héritier soit connu, la succession étant déclarée vacante; un curateur à la succession vacante prendra la place de l'administrateur provisoire;

4° Enfin, la révocation judiciaire ou la mort de l'administrateur mettraient fin à sa mission, qui ne passerait pas à ses héritiers. (BAUDRY et WAHL, n° 2102.)

La fin de la mission de l'administrateur sera suivie d'une reddition de compte de gestion; en cas de contestation, décharge lui sera donnée par le tribunal contradictoirement en audience publique; il est à remarquer d'ailleurs que, s'il y a lieu à une instance à cet égard, la compétence appartiendra, conformément aux règles normales de la compétence, au tribunal du domicile de l'administrateur provisoire, et non pas au tribunal de l'ouverture de la succession. (BAUDRY et WAHL, n° 2103.)

Si nous comparons les fonctions de cet administrateur provisoire avec celles de l'administrateur nommé à une succession bénéficiaire, nous constatons de profondes différences entre leurs pouvoirs.

Abstraction faite nécessairement d'une analogie évidente, provenant de ce que tous deux sont des administrateurs de justice, donc salariés et par suite responsables de leur faute légère *in abstracto*, ils diffèrent sur beaucoup de points (BAUDRY et WAHL, n^{os} 1515 et 2101). La source de ces différences réside dans cette idée essentielle que les caractères de ces deux mandataires sont absolument opposés. L'administrateur provisoire, chargé d'une mission toujours temporaire, doit accomplir des actes urgents ; là s'arrête son rôle. Au contraire, l'administrateur d'une succession bénéficiaire est constamment substitué au propriétaire ; ayant l'exercice des droits de ce dernier, il peut accomplir des actes très importants sur l'hérédité. (BAUDRY et WAHL, n^o 1506.) D'où il résulte que :

1^o Les pouvoirs de l'administrateur provisoire cessent avec l'acceptation de l'héritier ; c'est au contraire après cette époque, si l'héritier se désintéresse de son rôle, que les pouvoirs de l'administrateur d'une succession bénéficiaire commencent à s'exercer ;

2^o Les cas dans lesquels il y a lieu à la désignation d'un administrateur provisoire sont multiples (voir *supra*) ; la cause de la nomination d'un administrateur judiciaire, remplaçant l'héritier bénéficiaire, est toujours la même : il s'agit de faute, de négligence commise par l'héritier, d'une incurie menaçant les intérêts des créanciers, susceptibles d'occasionner un préjudice soit actuel, soit même éventuel ;

3^o La nomination de l'administrateur judiciaire ne peut être demandée que par les créanciers (sauf, quelquefois, dans des cas exceptionnels, par l'héritier

lui-même (Angers, 16 novembre 1892, précité) ; celle de l'administrateur provisoire peut être requise par un plus grand nombre de personnes : légataires universels, successeurs irréguliers, administration des Domaines, en un mot par toute personne ayant des droits sur la succession (institué contractuel, créanciers etc., et même par un exécuteur testamentaire) ;

4° L'administrateur provisoire doit se borner à accomplir les opérations urgentes conservatoires de l'actif successoral et des droits des tiers ; l'administrateur de la succession bénéficiaire, étant substitué à un propriétaire, est muni de pouvoirs tous plus importants ; il remplace complètement l'héritier dans la liquidation du patrimoine ; il peut donc exercer les actions contre les débiteurs successoraux, aliéner les immeubles et les meubles dans les formes légales, et, avec l'autorisation de la justice, transiger, contracter un emprunt hypothécaire ; ce sont là autant d'actes qui dépasseraient les pouvoirs de l'administrateur provisoire.

D'autre part, avec la tolérance et même les encouragements de la jurisprudence, l'administrateur de la succession bénéficiaire répartit l'actif entre les créanciers, en s'attachant à observer le principe d'un règlement proportionnel ; l'administrateur provisoire est complètement étranger à une mission de ce genre ; sa mission prendra fin précisément le jour où sera désigné celui qui sera chargé de liquider la succession ;

5° Enfin, les circonstances qui mettront fin à la mission de chaque administrateur ne seront pas les mêmes, puisque les fonctions d'administrateur judiciaire ne cessent que par l'achèvement de la liquidation, et exceptionnellement par sa mort ou sa révocation. Le sort du patrimoine héréditaire sera désormais fixé d'une façon définitive. Au contraire l'héri-

tier, qui reçoit les comptes de l'administrateur provisoire, doit entreprendre une liquidation à laquelle le mandataire qui le remplace était, en vertu de ses fonctions, complètement étranger.

CHAPITRE VI

Organisation de la liquidation de la succession bénéficiaire dans certaines législations étrangères (Italie, Allemagne, Suisse).

A l'étranger, la question de savoir dans quel sens sera orientée la liquidation de la succession bénéficiaire dépend de la conception qui domine chaque législation sur le mode de dévolution. Les pays qui se rattachent au concept de la continuation de la personne du défunt par l'héritier, acceptent sans difficulté l'idée de la responsabilité indéfinie du passif et la pratique du paiement des créanciers à mesure qu'ils se présentent, conformément aux règles de la déconfiture, comme si le débiteur était encore vivant. Il en est ainsi du Code civil italien de 1865. Ce codé, comme le nôtre, n'organise aucune procédure collective de liquidation, dans l'intérêt des créanciers héréditaires. Le bénéfice d'inventaire est réglementé par les articles 925 et suivants, qui reproduisent à peu près la notion française de ce bénéfice. « L'effet du bénéfice d'inventaire, dispose l'article 928, consiste à donner à l'héritier les avantages suivants : de n'être pas tenu au paiement des dettes héréditaires et des legs, au delà de la valeur des biens à lui transmis, et de pouvoir se libérer par l'abandon de tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires; d'éviter la confusion de ses biens propres avec ceux de la succession, et de conserver contre ladite succession le droit d'obtenir le paiement de ses créances

personnelles. » Le droit italien, acceptant le principe de la continuation de la personne, admet que les créanciers et les légataires soient payés au fur et à mesure qu'ils se présentent; il en est ainsi, soit que l'héritier bénéficiaire administre lui-même, soit que la gestion soit confiée à un administrateur. C'est seulement par le moyen d'une opposition que les créanciers de la succession pourront se protéger contre le danger des paiements au hasard des réclamations. En effet, l'article 976 décide que « s'il est notifié à l'héritier des oppositions, cet héritier ne peut payer que dans l'ordre et de la manière qui seront déterminés par l'autorité judiciaire; s'il n'y a pas d'opposition, un mois après la transcription et l'insertion dont il est parlé dans l'article 955, ou après l'achèvement de l'inventaire, l'héritier paie les créanciers et les légataires au fur et à mesure qu'ils se présentent, sauf leurs droits d'antériorité. » (C. CRÉMIEU, « Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code civil italien », *Bull. de la Soc. d'études législatives* 1910, p. 64.)

Les législations allemande et suisse se rapportent à un autre concept, d'après lequel le patrimoine successoral ne se confond plus avec le patrimoine de l'héritier. La succession est considérée comme un ensemble de biens autonome et distinct qui comporte une liquidation séparée, sans que les dettes contractées par le défunt puissent retomber sur l'héritier après avoir épuisé les biens successoraux.

Le Code civil allemand de 1900 (§§ 1967 à 2017), où domine absolument cette conception, n'a pas eu besoin, par suite, d'organiser le bénéfice d'inventaire. La règle que tout héritier doit prudemment observer, pour justifier de la consistance de l'actif vis-à-vis des créanciers héréditaires, est l'établissement d'un in-

ventaire. Cet inventaire pourra être dressé avant ou après l'acceptation. Il est toujours possible, tant qu'aucune confusion de fait ne se sera produite entre le patrimoine de l'héritier et celui du défunt. Pourvu qu'il observe cette formalité, le successible est garanti contre le paiement indéfini des dettes, et il n'a pas à déclarer qu'il accepte purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire. (Voir PERCEROU, article cité, p. 814 et suiv.)

Si l'héritier tarde trop à établir cet inventaire (qui doit être rédigé par acte public), les créanciers peuvent demander au tribunal de lui impartir un délai minimum d'un mois, après l'expiration duquel, à défaut d'inventaire, ou en cas d'inexactitude contenue dans l'inventaire, l'héritier répond indéfiniment des dettes du défunt, puisque la consistance des biens de celui-ci ne peut être précisée. En outre, une procédure de convocation est instituée (art. 1970 à 1974) pour inviter les créanciers héréditaires à produire leurs titres dans un certain délai, qui est de six semaines à six mois, aux termes du § 950 de la *Civilprozessordnung*. Les créanciers qui ne se sont pas révélés dans ce délai sont déclarés forclos et ne peuvent exercer leurs droits que sur ce qui reste des biens héréditaires, après paiement des créanciers qui se sont conformés à la loi. Aucune procédure de ce genre n'existe en France pour la liquidation de la succession bénéficiaire.

Si l'héritier, s'apercevant que l'hérédité est manifestement mauvaise, se décide à se décharger du soin de la liquidation, trois procédés s'offrent à lui pour s'exonérer ainsi de toute responsabilité : la curatelle de la succession, sa mise en faillite, enfin son délaissement.

La curatelle de la succession (§§ 1975 à 1989) con-

siste dans une administration officielle de la succession par un curateur, nommé par le tribunal de l'ouverture de la succession et qui se substitue à l'héritier dans la liquidation de l'hérédité. Le § 1981 permet à tout créancier héréditaire de requérir la curatelle, lorsque la conduite ou la situation de fortune de l'héritier sont de nature à inspirer de l'inquiétude pour le règlement des dettes du défunt. Les héritiers ont aussi la faculté de demander la curatelle, notamment dans le cas où ils hésiteraient, par respect pour la mémoire de leur auteur, à faire ouvrir la faillite successorale. Les créanciers ne peuvent requérir l'ouverture de la curatelle que dans les deux ans de l'ouverture de la succession (§ 1081); quant à l'héritier, il n'est soumis à aucun délai.

La curatelle entraîne toujours la suspension des poursuites individuelles, et si elle permet de dégager un excédent de l'actif, cet excédent sera remis à l'héritier.

La faillite de la succession entraîne également la nomination d'un administrateur judiciaire et l'organisation d'une procédure collective. Mais elle suppose essentiellement l'insolvabilité de la masse héréditaire appréciée d'après les dettes, tandis que la mise en curatelle n'exige aucune preuve de ce genre. La faillite peut être demandée, soit par l'héritier lui-même, sans aucun délai, soit par les créanciers du défunt, mais alors dans les deux ans qui suivent l'acceptation (art. 200 de la *Konkurs ordnung*).

Dans la faillite, comme dans la curatelle, l'héritier est déchargé de la liquidation; les deux procédés lui sont donc également avantageux; mais les créanciers préféreront la mise en faillite, car elle leur donne le moyen d'augmenter l'actif à partager, en faisant valoir les nullités de la période suspecte. Le syndic se

conformera aux règles de la faillite pour établir l'actif et un marc le franc sera observé.

Enfin, si l'actif héréditaire ne paraît même pas suffisant pour couvrir les frais de la faillite ou de la curatelle de la succession, l'héritier a la faculté d'abandonner la masse aux créanciers (§ 1990), et alors, mais alors seulement, revivent les droits de poursuite individuelle.

Entre la conception française, d'une part, et la conception germanique de l'autre, le Code civil fédéral suisse du 10 décembre 1907 semble avoir essayé une tentative de conciliation. (CRÉMIEU, *Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code civil fédéral suisse, Bulletin de la Société d'études législatives* 1910, p. 57). Les héritiers peuvent opter entre trois partis (c'est là une ressemblance avec le droit français, art. 556 et suiv.) : dans un délai de trois mois, accepter purement et simplement, avec, pour conséquence, une obligation indéfinie aux dettes, calquée sur celle admise par le droit français; renoncer; enfin accepter sous bénéfice d'inventaire, et c'est ici qu'apparaît une combinaison assez heureuse de la conception allemande et des règles françaises.

La procédure du bénéfice d'inventaire (art. 580 et suivants) s'introduit par une requête adressée dans le délai d'un mois à l'autorité compétente. Celle-ci procède à un appel des créanciers et des légataires par voie de sommation publique; puis, s'il y a lieu, à la confection d'un inventaire. Tant que l'inventaire n'est pas clos, les seuls actes possibles sur la succession sont des actes d'administration; les créanciers ne peuvent pas poursuivre leur paiement. Après la clôture de l'inventaire, les héritiers, qui sont alors exactement fixés sur la consistance du patrimoine succes-

soral, ont à choisir entre quatre partis : l'acceptation pure et simple, la renonciation, l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, la liquidation officielle de la succession.

Les effets de l'acceptation bénéficiaire (art. 589) sont de placer l'héritier à la tête de la succession et de lui imposer la répartition des biens entre les créanciers pour les seules dettes qui ont été inventoriées ; pour ces dettes-là, l'héritier est responsable tant sur les biens successoraux que sur ses propres biens ; mais il n'est tenu d'aucune responsabilité à l'égard des dettes du défunt qui ne figurent pas à l'inventaire, parce que leurs titulaires ont négligé de produire en temps utile.

La liquidation officielle (art. 593) est bien plus avantageuse à l'héritier et aussi aux créanciers ; elle est plus avantageuse à l'héritier, parce qu'elle est faite soit par le tribunal, soit par un ou plusieurs administrateurs désignés par lui. L'administrateur est placé sous le contrôle de l'autorité et les héritiers peuvent recourir à celle-ci contre les mesures projetées ou prises par lui (art. 595). Le trait le plus caractéristique de ce mode de liquidation consiste donc dans l'élimination de l'héritier qui est remplacé à la tête des biens par un tiers administrateur. Il est ainsi débarrassé des ennuis d'opérations délicates et, le plus souvent, sans profit pour lui.

Cette liquidation officielle n'est pas moins avantageuse aux créanciers, car, à la différence des effets du bénéfice d'inventaire réglé par l'article 589, elle engendre l'organisation d'une liquidation collective dans l'intérêt de tous les ayants droit. Les liquidateurs doivent assurer le règlement des affaires courantes laissées par le défunt, exécuter les obligations, recouvrer ses créances, acquitter les legs dans la

mesure de l'actif, et, s'il y a lieu, poursuivre la réalisation des biens. Les créanciers sont convoqués par des sommations publiques ; ils sont groupés en une masse, dont le liquidateur représente aussi les intérêts et ils sont, comme dans la faillite, désintéressés au marc le franc.

D'après l'article 594, « les créanciers du défunt qui ont des raisons sérieuses de craindre qu'ils ne seront pas payés peuvent requérir la liquidation officielle dans les trois mois du décès ou de l'ouverture du testament, si, à leur demande, ils ne sont pas désintéressés et n'obtiennent pas de sûreté ».

Tel est le système transactionnel admis par le Code fédéral suisse, quant à la liquidation du passif héréditaire, entre la conception allemande et les règles françaises ; l'option, qui est ainsi offerte entre les différents partis aux héritiers, paraît constituer une combinaison très heureuse de la tradition française et des innovations germaniques. La liquidation officielle de la succession permet à l'héritier, non seulement de limiter son obligation au montant des biens successoraux, mais encore de s'affranchir de toute poursuite dans laquelle il figurerait comme débiteur personnel. De plus, l'égalité des créanciers, dans le paiement satisfait manifestement les règles de la justice ; c'est là un perfectionnement notable apporté à l'organisation du bénéfice d'inventaire par le droit français.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que, dans les discussions auxquelles donnent lieu actuellement les projets de revision du Code civil, la question ait été posée de savoir s'il n'y avait pas urgence à améliorer le bénéfice d'inventaire, en précisant notamment la mission et les pouvoirs des administrateurs et les règles auxquelles ils devront s'attacher pour liquider la succession (BEAUDOIN, *Bulletin de la société de législation*,

1907, p. 102). Il est évident, en effet, qu'aujourd'hui, où la succession se justifie plutôt comme une nécessité sociale que comme un droit individuel, il importe à la prospérité de l'Etat que les droits des divers créanciers du défunt soient réglés en proportion de l'actif, sans qu'aucun d'eux ne soit sacrifié, de manière qu'à l'instar de la faillite l'égalité dans la bonne comme dans la mauvaise fortune soit la règle entre créanciers.

Vu : *Le Président de la thèse,*
ALBERT WAHL,

Vu : *Le Doyen,*
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie,

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e édition, t. VI, § 618.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Des successions, t. II, 2^e édition, n^{os} 1502 à 1521, 2081 à 2110.

BEAUDOIN. — Questionnaire pour servir de base aux travaux de la 4^e sous-commission de revision du Code civil (Bulletin de la Société d'études législatives, année 1907, page 101).

BERTIN. — De la chambre du conseil, t. II, page 290.

CAZELLES. — De l'idée de la continuation de la personne comme principe des transmissions universelles. Thèse, Paris, 1905.

CRÉMIEU. — Rapport sur la question de la liquidation du passif héréditaire dans le Code fédéral suisse du 10 décembre 1907 et dans le Code civil italien. Bulletin de la Société d'études législatives, 1910, pages 57 et 64.

DALLOZ. — Jurisprudence générale. Répertoire et supplément.

DEMOLOMBE. — Cours de Code civil, t. XV, §§ 205 et 239.

DUPIN. — De la faillite civile, thèse, Grenoble, 1900.

GIRARD. — Manuel de droit romain, 4^e édition, 1906, p. 889.

GUILLOUARD. — Traité du dépôt et du séquestre, 2^e édition, § 175.

HÉBERT. — Manuel formulaire de l'administrateur nommé par justice, 2^e édition, 1904.

LACON. — Des administrateurs commis par justice, thèse, Paris, 1898.

LAURENT. — Principes de droit civil français, t. X, § 123.

PANDECTES FRANÇAISES. — Répertoire, *Verbo* : Administrateur provisoire et successions.

PERCEROU. — La liquidation du passif héréditaire en droit français et en droit comparé. (Revue trimestrielle de droit civil, 1905, pages 535 et 811.)

PLANIOL. — Traité de droit civil, 4^e édition, t. III. Note Dalloz périodique, 1894, II, 81.

POTHIER. — Traité des successions, chap. II, sect. 3, art. 3.

DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — L'hypothèque judiciaire, 1878.

WAHL. — Note Sirey, 1893, II, 113.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

<i>Liquidation de la succession par l'héritier bénéficiaire.....</i>	7
1° Ses inconvénients.....	8
2° Considérations générales sur l'abandon.....	11

CHAPITRE II

<i>Des cas dans lesquels il y a lieu à la nomination d'un administrateur judiciaire dans la succession bénéficiaire.....</i>	30
1° Accord entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers ou légataires.	31
2° Désaccord entre l'héritier bénéficiaire et les créanciers ou légataires.	34

CHAPITRE III

<i>Procédure relative à la désignation de l'administrateur judiciaire.</i>	50
--	----

CHAPITRE IV

<i>Effets de la nomination d'un administrateur judiciaire.....</i>	54
§ 1. — Principes généraux.	54
§ 2. — Application des principes généraux à l'administration judiciaire d'une succession.....	60

CHAPITRE V

<i>Fin de la mission de l'administrateur judiciaire. — Comparaison de sa situation avec celle de l'héritier bénéficiaire et avec celle de l'administrateur provisoire désigné en cas de difficultés entre les héritiers ou avant l'acceptation.....</i>	88
§ 1. — Fin de sa mission.....	88

§ 2. — Comparaison de l'administrateur judiciaire et de l'héritier bénéficiaire.	92
§ 3. — Comparaison de la situation de l'administrateur judiciaire et de celle de l'administrateur provisoire nommé à une succession en cas de difficultés ou avant l'acceptation.....	96

CHAPITRE VI

Organisation de la succession bénéficiaire dans certaines législations étrangères (Italie, Allemagne, Suisse).....	107
BIBLIOGRAPHIE.	115

